

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Contre la barbarie guerrière du capitalisme Une seule issue : la lutte de classe

Plus de 6 000 morts. La terreur qui a envahi le monde depuis les attentats-kamikaze du 11 septembre qui se sont attaqués pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis sur leur territoire et au coeur des métropoles d'un pays développé ne s'est pas dissipée. Et les frappes américaines qui se préparent en Afghanistan comme ailleurs ne peuvent que rajouter de nouvelles monstruosités dans ce déchaînement de barbarie guerrière. Déjà, l'opération d'abord baptisée "Justice sans limites" puis "Liberté immuable" recouvre le déploiement militaire le plus impressionnant depuis plus d'un demi-siècle. A un crime abominable vont s'ajouter d'autres tueries contre des populations civiles sans défense. On nous désigne comme coupables une nébuleuse ou un réseau d'islamistes intégristes fanatisés aux ordres du milliardaire Ben Laden, ex-agent de la CIA au temps de la guerre contre le bloc soviétique, aujourd'hui reconverti en "ennemi public n°1" des Etats-Unis. Derrière "l'ogre" Ben Laden et ses sanguinaires hommes de main, comme derrière l'historien George Bush Junior, ses généraux, ses espions et leurs semblables européens, derrière chaque Etat et leurs cliques de dirigeants va-t-en-guerre, il y a la classe dominante capitaliste.

Le véritable responsable de la barbarie guerrière, celle qui a frappé aux Etats-Unis comme celle qui se prépare en Afghanistan et ailleurs, c'est le capita-

lisme mondial, un système en décadence déjà responsable de deux boucheries impérialistes et dont la survie, gangrène mortelle pour l'humanité, ne fait qu'attiser toujours plus cette barbarie (voir article page 5).

Comme lors des bombardements de Londres, de Dresde et de Hambourg. Comme à Hiroshima et à Nagasaki. Comme l'enfer qui s'est abattu sur la Corée, le Vietnam ou le Cambodge. Le déluge de bombes sur l'Irak et le Koweït. Sur la Serbie, le Monténégro et le Kosovo. Comme les massacres en Algérie, au Rwanda, en Tchétchénie, au Moyen-Orient. Comme dans tous les conflits impérialistes qui n'ont jamais cessé depuis la fin de la seconde boucherie mondiale. Avec son lot de populations prises en otage qui, par dizaines de milliers, cherchent à fuir, à s'exiler et se retrouvent parquées dans des camps, crevant de faim et soumises à des conditions d'existence elles aussi effroyables, les plus inhumaines. On voudrait nous faire croire que les attentats du 11 septembre sont une attaque "contre la civilisation" et que la riposte qui s'annonce est "une défense de la civilisation contre la barbarie". Mensonges !

**La classe ouvrière est la principale victime de la barbarie capitaliste**

L'un comme l'autre sont le produit même de la civilisation bourgeoise et de

son degré de barbarie. C'est l'oeuvre d'un capitalisme aux abois, aux prises avec une crise économique sans issue, pourrissant sur pied, suintant la guerre sous toutes ses formes, la pollution mortelle, semant la mort et la décomposition et menaçant d'entraîner l'humanité vers son auto-destruction. C'est le capitalisme qui tue et répand la terreur à New-York, comme en Afghanistan, comme à Toulouse. Comme ailleurs. Une nouvelle étape de la guerre impérialiste est née depuis le 11 septembre. Une menace permanente de l'horreur, de la terreur capitaliste. Et comme dans tous les actes de guerre, la classe ouvrière est la principale victime de ces sanglants règlements de compte entre fractions de la bourgeoisie qui prétendent aujourd'hui encore défendre une "juste cause", qu'elle soit la croisade de la "défense de la démocratie, de la justice, de la liberté et de la civilisation" ou la "guerre sainte" pour la "défense de la vraie foi", sur le terrain nationaliste et impérialiste. Dans les attentats contre le World Trade Center, la plupart des victimes étaient des secrétaires, des employés de bureau, des balayeurs, des pompiers. Des prolétaires, des nôtres. Non seulement, le prolétariat est victime de la guerre dans sa chair mais aussi dans sa conscience. Alors que seule la classe ouvrière a la capacité de mettre fin au système responsable de la guerre, la bourgeoisie se sert de celle-ci, encore et toujours, pour appeler à l'union

sacrée. L'union sacrée des victimes du capitalisme avec leurs exploités, avec ceux qui en tirent leur domination de classe. La bourgeoisie profite de la situation pour imposer l'unité nationale contre "la terreur venue de l'extérieur". Bush exalte "la grandeur de la nation américaine" et exhorte "le peuple de ce pays" à défendre sa fierté. Le drapeau américain est partout arboré comme signe de défi. C'est la manifestation de la plus écoeurante hystérie chauvine que déploie la bourgeoisie pour sa mobilisation guerrière, pour tenter de mobiliser toutes les guerres impérialistes.

En dehors des Etats-Unis, la bourgeoisie profite de l'événement pour nous dire que "nous sommes tous des Américains". On cherche à nous persuader qu'exploiteurs et exploités confondus, nous serions face à la même menace, nous aurions le même ennemi, les mêmes intérêts dans la "défense de la liberté et de la démocratie", ces valeurs présentées comme éternelles que la bourgeoisie exhibe à chaque fois qu'il s'agit de convaincre les ouvriers de défendre des intérêts qui ne sont nullement les leurs. En Europe, les gouvernements profitent de la psychose de guerre pour renforcer les efforts déjà en marche pour constituer des "forces de réaction rapide" capables d'agir indépendamment des Etats-Unis. Tout cela va coûter très cher, et cette note aussi, la classe ouvrière va devoir la payer. Comme ils ont pro-

fité de la psychose des attentats pour renforcer la militarisation de la société, conditionner - à travers la réactivation du plan "Vigipirate" en France par exemple - les populations à une surveillance et des contrôles policiers permanents tout en renforçant la coopération des polices au-delà des frontières, ce qui demain pourra être utilisé à son tour contre les luttes ouvrières et les organisations révolutionnaires.

Et dans les pays du Tiers-Monde, où la pseudo-"mondialisation" sous visage américain (FMI, etc.) est rendue responsable de la misère engendrée par le capitalisme, on répand l'idée (reprise aussi en substance en France par l'organisation trotskiste "Lutte Ouvrière") que "les Américains" n'ont eu que ce qu'ils méritaient. C'est encore un moyen de saper au sein de la classe ouvrière la conscience de son unité et de son identité de classe au-delà des frontières, de l'entraîner hors de la défense de l'internationalisme prolétarien, principe intangible de la sauvegarde de ses intérêts de classe.

Aujourd'hui, et particulièrement dans le plus puissant des pays capitalistes, les ouvriers sont soumis à la terreur et à la propagande bourgeoise. La peur que leur a inspiré les attentats de New-York et Washington ne fait que renforcer leur sentiment d'impuissance qui est exploité pour leur faire entrer dans la tête qu'ils doivent s'en remettre à leur Etat, ses flics et ses militaires, pour assurer leur sécurité. La colère qu'ils ressentent depuis ces attentats est détournée contre "l'ennemi extérieur", les terroristes et les "Etats-voyous" qui les couvrent. La solidarité qu'ils ont voulu manifester envers leurs frères de classe victimes des massacres est dévoyée en "solidarité nationale" entre exploités et exploités.

Face à ces appels à resserrer les rangs derrière leurs exploités, les prolétaires d'Europe et d'Amérique doivent refuser de se vautrer dans l'hystérie nationaliste et belliciste de la "civilisation" capitaliste. C'est d'abord en refusant de faire cause commune avec la classe bourgeoise et ses gouvernants, leurs véritables

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 3)

## Explosion de l'usine AZF à Toulouse L'Etat bourgeois est responsable de la catastrophe

**21 septembre 2001, 10h15 : une explosion d'une violence inouïe se fait entendre dans toute la ville et jusqu'à des dizaines de kilomètres à la ronde. Dans le climat d'après New-York, on pense à "des bombes un peu partout". En fait, une seule origine : l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium de l'usine AZF (ex-Onia). Suivie de près par la montée dans les cieux de la Ville Rose d'un inquiétant nuage plutôt orange dont on a craint qu'il ne soit toxique.**

Il est bien loin le temps où ces catastrophes se produisaient, presque par définition, dans un Tiers-Monde où les capitalistes n'avaient que du mépris pour les populations locales, comme ce fut le cas à Bhopal, en Inde, quand l'usine de la Union Carbide, où aucune mesure de sécurité n'existait (1), lâcha sa "brume étrange" en tuant des milliers de personnes. Ce n'est plus l'URSS et son appareil industriel rouillé, avec son Tchernobyl.

En fait, l'accident de la dioxine de Seveso de 1976, au nord de l'Italie, qu'on pensait être un "reste" des temps révolus dans une Europe devenue si policée et protectrice, ne fut que le signe avant-coureur de ce qui nous attendait.

Depuis quelques années, les accidents sanitaires (le sang contaminé), les intoxications alimentaires massives (vache folle, dioxines), les accidents des transports des personnes (accidents à répétition dans les chemins de fer anglais ; Paddington, 1999, 100 morts) ou des marchandises ("marée noire" de l'Erika, où, déjà, Total-Fina était impliquée) se sont multipliés dans le cœur du capitalisme.

C'est maintenant au cœur d'une grande ville française que la catastrophe du capitalisme décadent s'est abattue. Tous ces accidents, ces catastrophes ont un trait commun, qui en est la raison principale : la dégradation constante des conditions de travail, de la sécurité, la montée imparable des accidents, et tout cela à cause de l'implacable loi de la concurrence capitaliste qui rogne sans

relâche tout ce qui paraît inutile à la réalisation d'une plus-value de plus en plus difficile. Maintenant les "rassureurs" publics vont encore nous jouer le violon des "nouvelles mesures". En réalité, la catastrophe de Toulouse est un pas de plus dans l'horreur d'un capitalisme de plus en plus décadent et destructeur.

### Le bilan de la catastrophe capitaliste

Déjà 29 morts et plus de deux mille blessés. Des prolétaires, de l'usine même ou des entreprises proches. Un élève du lycée professionnel Galliéni mort, des enfants très gravement blessés dans les écoles. Des centaines de blessés hospitalisés, dont plusieurs dizaines très gravement. Des vies brisées, des enfants traumatisés, tous marqués à vie. Des milliers de personnes sans logement ou avec un logement ravagé qui connaîtront des conditions précaires pour des mois. Cinq établissements scolaires seront purement et simplement rasés. Des

constructions faites à l'économie. Une université, récente et déjà vieille et ruinée, reçoit le coup fatal. De la faculté à la maternelle, des dizaines de milliers de jeunes dont la scolarité sera lourdement perturbée. Et encore, faudrait-il s'estimer heureux, puisque ce serait un vrai miracle qu'il n'y ait pas eu propagation de l'explosion aux autres stocks de ni-

(SUITE PAGE 2)

### Dans ce numéro

#### France

L'Etat renforce son appareil de répression pour mieux affronter la classe ouvrière ..... p. 2

#### Situation internationale

L'accélération de la crise économique ..... p. 3

#### Attentats terroristes à New-York et Washington

Le capitalisme mondial entraîne l'humanité vers la barbarie ..... p. 4  
Contre la psychose guerrière de la bourgeoisie, opposons la guerre de classe ..... p. 4  
Un pas de plus dans la décomposition capitaliste ..... p. 5

#### Histoire du mouvement ouvrier

Le Deleonisme : une conception erronée de la lutte de classe ..... p. 6  
Marxisme et éducation (2e partie) ..... p. 8

# L'Etat renforce son appareil de répression pour mieux affronter la classe ouvrière

Le choc des attentats terroristes sur le World Trade Center de New-York et sur le Pentagone aux Etats-Unis a secoué toute la planète. Malgré la surprise immense de toutes les bourgeoisies, celles-ci n'ont cependant pas traîné pour renforcer leur appareil répressif d'Etat et le faire accepter.

**Aux Etats-Unis**, un élément central de l'offensive idéologique actuelle de la classe dominante se trouve dans son effort pour faire adhérer l'opinion publique au renforcement de l'appareil de répression de son Etat et dans la diminution des "libertés civiles". Bien sûr, ce n'est pas totalement nouveau. L'administration Clinton a déjà présidé à la plus grande offensive en matière de répression de la génération présente. Voici quelques exemples du renforcement de l'appareil répressif de l'Etat américain depuis la dernière décennie :

- renforcement des forces de police dans tout le pays par le transfert de 100 000 soldats licenciés vers les postes de police locaux pendant les années 90 ;
- augmentation du nombre de crimes passibles de la peine de mort ;
- fermeture des portes aux exilés politiques venant des régimes oppresseurs d'Amérique du Sud et des Caraïbes ;
- lois répressives de la Cour Suprême qui a étendu les pouvoirs de recherche et d'arrestation de la police, tout en limitant la possibilité de faire appel pour les plaignants ;
- explosion du pourcentage d'emprisonnés dans les prisons fédérales.

Mais, suite aux attaques contre le World Trade Center, la bourgeoisie peut se permettre de gagner l'opinion publique pour imposer des barrages routiers, des contrôles policiers, la fermeture de ponts et de tunnels, etc. Un des éléments

principaux de la campagne des médias est le rappel constant que "les choses ne seront plus les mêmes", que les Américains devront accepter des incursions dans leur traditionnelles "libertés civiles". Déjà, le gouvernement demande la levée des restrictions légales sur les écoutes téléphoniques et la surveillance électronique, toutes choses qui avaient été limitées suite au contrecoup des excès de la guerre du Vietnam et de la crise du Watergate. L'utilisation de la loi d'immigration pour retenir des gens afin de les questionner sur leur possible connaissance de sites terroristes est mise en avant dans les médias, en dépit du fait que seulement une ou deux de ces personnes ont été de fait arrêtées - et ceux-ci en tant que "témoins matériels", même pas en tant que terroristes. Le gouvernement se propose encore de mettre en détention ou d'extrader toute personne prise dans les rafles sans aucune preuve. L'idée d'imposer un système de carte d'identité pour citoyens ou non-citoyens a été abordée.

**En France**, la bourgeoisie a réactivé immédiatement le plan Vigipirate, parallèlement à une campagne puissante sur l'insécurité, pas seulement celle par rapport au terrorisme mais aussi celle provenant de la délinquance des banlieues. On revoit ainsi les contrôles répétés sur les axes routiers, l'augmentation de la présence policière voire militaire dans les gares, le métro et autres lieux publics, la chasse au faciès, et l'élargissement des pouvoirs policiers en matière d'arrestation et de flicage de la population. Il s'agit en fait d'une mise du pays en quasi-état de guerre.

Comme aux Etats-Unis, ce n'est pas une nouveauté. Depuis la fin des années 70, la bourgeoisie française n'a cessé de

justifier un renforcement ininterrompu de ses forces de répression en tous genres sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme "international", les attentats de l'ETA, d'Action Directe ou du FNLC étaient bien assez bons pour augmenter les flics dans les rues, le fameux flottage, et mieux surveiller la population. L'année 1986 avait marqué dans ce domaine une accélération brutale de cette politique répressive, avec toute une série d'attentats meurtriers répétés dans certaines capitales européennes dont Paris. Avec la crise politique algérienne et les attentats du FIS en 1995 à Paris, l'hystérie du tout policier avait là encore gagné des sommets, avec des rafles incessantes et des descentes de police dans tout le pays contre les milieux intégristes, culminant dans l'horrible chasse à l'homme télévisée contre Khaled Kelkal. Les années suivantes avaient vu l'institutionnalisation de fait du plan Vigipirate, qui n'est en réalité jamais "désactivé" et la mise en oeuvre de "lois sécuritaires" en tous genres. Et en 1997, le gouvernement socialo-communisto-vert, après avoir manifesté dans l'opposition son rejet hypocrite mais bruyant aux lois Pasqua sur le renforcement policier et Debré contre l'immigration faisait de la France le pays le plus fliqué de l'ensemble des pays industrialisés en augmentant de 47 000 postes partagés entre la police et la gendarmerie.

La perspective est de toute évidence à une accentuation de cette politique de terreur d'Etat, qui va s'organiser et se coordonner de plus en plus fortement au niveau européen. Le Conseil extraordinaire européen du 21 septembre s'est donné clairement ce double objectif avec le renforcement de la coopération poli-

cière et judiciaire des Quinze doublé de l'instauration d'un mandat d'arrêt européen, l'établissement d'une meilleure identification des terroristes et d'une liste commune des organisations terroristes avec un renforcement des contrôles dans les aéroports et les avions.

Proposés en plein dans la colère et l'inquiétude populaires résultant de la catastrophe du World Trade Center, les outils répressifs réactivés en France ou mis en place aux Etats-Unis sont destinés à servir principalement à la classe dominante dans sa future confrontation avec la classe ouvrière et ses minorités révolutionnaires, car une leçon de base de l'histoire est que ce n'est pas une poignée de terroristes - dont nous rejetons catégoriquement les actions sanglantes et horribles - qui peut représenter une menace réelle pour le capitalisme : c'est la classe ouvrière qui est la seule classe révolutionnaire dans la société aujourd'hui.

Quelle que soit l'horreur des événements du 11 septembre, le renforcement de l'appareil d'Etat de répression n'offre rien de positif à la classe ouvrière. L'Etat bourgeois n'existe pas comme une institution défendant les intérêts et les besoins de toute une société, mais représente la dictature de la classe dominante dans la société. L'Etat existe afin de contrôler une société déchirée par les contradictions sociales et les antagonismes de classe grandissants ; ainsi par exemple, la France engageait dès 1995 son armée à s'équiper et s'entraîner pour les combats de rue, "étant donné le taux d'urbanisation dans les pays, les combats à venir risquent d'être de plus en plus souvent des *guérillas urbaines*" (Le Monde du 2 novembre 1995). Mais ce n'est pas seulement con-

tre les émeutes de la misère ou de masses lumpénisées que la bourgeoisie se prépare, parce que son rôle majeur est de réprimer les forces sociales qui le menacent historiquement. Et ce sont en premier lieu les organisations révolutionnaires qui seront assimilées le moment choisi avec les "organisations terroristes" et dénoncées comme telles, de même que les ouvriers conscients et combattifs. De la façon la plus cynique, la bourgeoisie utilise donc une fois encore ce qui est un des produits de la décomposition de son propre système, de ses propres relations politiques et sociales, ici les attentats sur le World Trade Center, contre la classe ouvrière. L'existence d'une telle barbarie est la preuve évidente que le capitalisme ne peut plus rien offrir à l'humanité, mais cette barbarie est utilisée paradoxalement par la bourgeoisie pour propager l'idée selon laquelle ses lois doivent être renforcées, que plus de répression et plus de dictature capitalistes seraient nécessaires pour le bien-être de la société.

Cette campagne odieuse cherche à faire accepter une incursion grandissante de l'Etat bourgeois, celui de nos ennemis de classe, dans la vie quotidienne, soi-disant pour notre protection, alors qu'il s'agit en définitive de renforcer sa capacité à annihiler l'opposition prolétarienne et sa résistance.

Pour la classe ouvrière, la tâche historique est la destruction du capitalisme pour la construction du communisme. Elle n'a rien à gagner au renforcement de l'appareil répressif de l'Etat, quels que soient les boniments répugnants dont se sert la bourgeoisie pour le faire passer.

Ism/K

## Toulouse : l'Etat bourgeois est responsable de la catastrophe (suite de la première page)

trates et d'acides du même site, où à la SNPE (Société Nationale de Poudrerie et Explosifs) toute proche, ou même une pollution chimique bien plus importante que celle qui a eu lieu. Mais si le bilan n'est pas de plusieurs milliers de morts, on ne le doit certes pas à la "bonne volonté" affichée de la Mairie, de l'Etat et de Total-Fina, propriétaire de l'usine AZF, tous, comme Chirac, Jospin, Douste et Desmarests, obséquieux représentants du capital, qui tels des vautours flairant l'odeur du sang chaud, sont accourus sur les lieux du drame pour étaler leur "solidarité" toute médiatique.

### Pas un "accident", mais un acte criminel de la bourgeoisie

On peut faire de longs débats sur comment explosent les nitrates. Mais ce qui est clair, c'est que le stockage était fait sans le moindre conditionnement. Des granulés en vrac à même le sol, hautement instables, voilà comment était stocké le produit qui a explosé. Un produit "inerte" certes, mais hautement explosif en présence d'autres produits, parfois quelques gouttes d'huile. On sait qu'il y a déjà eu des explosions de ce type. Ainsi, l'histoire du "scénario pas prévu" est un mensonge criminel. Et il reste 1 000 tonnes entreposées dans les mêmes conditions. Sans compter que derrière l'AZF, dans la SNPE (entreprise de poudrerie), était entreposé un gaz de combat (phosgène), variante du gaz moutarde de sinistre mémoire.

Quelle que soit la cause immédiate de l'explosion, loin d'être un "accident" comme le proclame le procureur de Toulouse, c'est bel et bien d'un acte criminel qu'il s'agit. Un acte criminel

dicté par la seule logique que connait le capitalisme : celui de la productivité à tout crin, du profit et de l'accumulation. Et il ne s'agit pas seulement de la responsabilité de Total-Fina, avec qui la bourgeoisie voudrait bien limiter les dégâts en le présentant comme seul responsable. On a vu ces crapules, en commençant par le maire de Toulouse qui se donne des airs de Giuliani (le maire de New York), insinuant sans cesse que "c'est la faute à d'autres" et qu'il "l'avait déjà dit", etc. En fait, qui a signé les autorisations successives des agrandissements de l'usine, en sachant pertinemment que le danger devenait de plus en plus grand ? Il s'agit d'une logique que les Chirac, Douste, Desmarests, Jospin et ses écolos de service essayent de masquer sous des dehors très vertueux, poussant l'obscénité charitable jusqu'à faire l'obole chacun de 10 millions de francs. Leur argent pue la mort. Si les intérêts de leur classe le commandent, tous signeront demain, le sourire aux lèvres, l'autorisation d'exploitation d'usines tout aussi dangereuses, tout en parlant "sécurité", "environnement", "ISO 14001", "directives Seveso" et autres foutaises !

### Une urbanisation tout aussi criminelle

Qui plus est, depuis de longues années, les pouvoirs publics ont fomenté une urbanisation autour de l'usine, pour loger les ouvriers de la reconstruction des années 50-70. En effet, ce sont les quartiers parmi les plus populaires et les plus denses de Toulouse qui ont été touchés. Une urbanisation menée par le Conseil général de gauche ou par la Mairie de droite. Ainsi, comme à Enschede (Pays-Bas) en mai 2000 (2), aux

prolétaires morts dans l'accident, s'ajoutent les destructions qui ont dévasté les quartiers ouvriers du sud de Toulouse. Depuis les effondrements d'Empalot jusqu'aux trous béants du Mirail, c'est tout l'arc d'habitations ouvrières qui a été en grande partie ravagé. Ils peuvent se pointer ces politicards dans leurs hélicoptères, la gueule enfarinée, la larme à l'œil, venir pleurnicher et offrir des millions pour la "reconstruction". C'est, comme toujours, la classe ouvrière qui paye le prix fort de l'irresponsabilité meurtrière du capitalisme. Ce n'est pas vraiment un choix que de vivre à proximité de ces usines dans des quartiers parfois construits avec du toc, passablement pourris, parfumés aux arômes de l'Onia, comme par exemple, le quartier Empalot construit sur l'ancienne décharge de Toulouse.

### Chantage à l'emploi

L'Onia (AZF) avait 3 000 emplois dans les années 70. Il y en a aujourd'hui 450. Et pourtant, la direction de l'usine et la bourgeoisie régionale ont joué en permanence sur le chantage à l'emploi devant les inquiétudes de plus en plus fortes face à un tel danger. Plus il y avait des extensions et plus on licenciait. Et les économies se sont aussi faites sur la sécurité, avec tout ce que cela veut dire de perte de vigilance et de surveillance de la production ou du stockage. Avec la crise de surproduction, il faut produire au moindre coût. Le choix imposé aux ouvriers est alors : accepter le danger permanent (jusqu'à une mort atroce) ou le chômage... Un choix éminemment "démocratique". D'ailleurs, les ouvriers de l'AZF toujours vivants sont dramatiquement partagés aujourd'hui

entre la défense de "l'honneur" des camarades morts et le fait qu'ils savent parfaitement que la direction de l'usine a fait des économies, malgré de prétendues surveillances ultra sophistiquées, sur tout ce qui concerne la sécurité, surtout humaine. Ils savent très bien dans quelles conditions se faisaient les transports, ils savent comment était stocké le nitrate sans la moindre surveillance, comment, dernièrement, face à une accélération des cadences, les conditions de sécurité se sont encore détériorées. Les ouvriers de l'AZF ont été ulcérés du fait qu'on ait pu penser à une "mauvaise manipulation" de l'un de leurs camarades, comme on a voulu le faire croire au début. Aujourd'hui il faut qu'ils comprennent qu'il ne s'agit pas de leur "honneur", de leur "savoir-faire", il s'agit de comprendre pour eux et pour le prolétariat en général, qu'ils sont victimes d'un capitalisme décadent et criminel.

Les exemples de catastrophes industrielles à répétition ne manquent pas. Ils sont le signe, non pas de la nécessité de prendre des risques pour satisfaire des besoins vitaux de l'humanité, mais des risques pris délibérément au nom de la productivité et de la concurrence. Finalement, tous ces morts, blessés et mutilés ne pèsent pas plus lourds qu'une ou deux lignes de la rubrique "pertes et profits" du macabre livre de compte de la bourgeoisie. Elle y intègre tout aussi facilement les "faux frais" que représentent les monceaux de directives du style "Seveso", bel exemple de la façon dont la bourgeoisie tire des "leçons" des précédentes catastrophes : quelques vagues "informations" pour prévenir la panique des populations. Quels mensonges ! Dans le cas présent, les entrepôts

n'avaient pas été inspectés, aucune mesure face à la dangerosité avérée des nitrates, même pas un plan de l'usine disponible, de prétendus exercices... qui n'ont jamais existé que sur le papier, pour ne pas parler de ces mesures de confinement, grotesques, quand on n'a plus un carreau debout, quand vos portes et vos fenêtres sont soufflées. Au milieu de la tragédie, ces "conseils" de la mairie apparaissent comme une sinistre moquerie.

Jamais nous ne pourrions nous réfugier derrière des directives, des normes, des inspections de sécurité, instituées par ceux là même qui gèrent la production, de la même façon que les discours de paix de tous les Etats ne sont que des préparatifs pour de nouvelles boucheries militaires. La seule garantie de sécurité pour l'humanité réside dans la constitution d'une communauté internationale véritablement humaine, c'est-à-dire une société où l'homme et son environnement sont le point de départ et d'arrivée de toutes les préoccupations. Pour cela, il faudra d'abord balayer les débris de cette société pourrie et meurtrière. C'est le programme révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est notre programme, notre combat.

RS (25 septembre)

(1) En tout et pour tout en termes de "sécurité" : des affiches rédigées en anglais, langue qu'aucun ouvrier indien ne connaissait.

(2) Un entrepôt de feux d'artifice se trouvait en plein milieu d'un quartier ouvrier de cette ville industrielle de l'est de la Hollande : 20 morts, 700 blessés, des centaines de maisons détruites. Malgré les vieilles inquiétudes, l'usine avait un permis en règle.

# L'accélération de la crise économique au coeur du capitalisme

Le capitalisme connaît une accélération de sa crise de plus en plus violente. Aussi falsifiés qu'ils soient, les chiffres que donne la bourgeoisie ne cachent pas cette aggravation. C'est vrai sur toute une série de plans :

- Les organismes internationaux n'arrêtaient pas de revoir à la baisse leurs prévisions de croissance économique. Ainsi, alors que le FMI prévoyait, en septembre 2000, une croissance mondiale pour l'année 2001 de 4,8%, ce chiffre a été ramené début septembre 2001 à 2,7% (*Le Monde* daté du 12 septembre - édité avant que ne soient commis les attentats aux USA) ; et depuis les attentats, tous les experts sont d'accord sur le fait que la récession (taux de croissance négatif du PIB) est inévitable.

- Depuis l'été 2000, les bourses des valeurs (et pas seulement des valeurs technologiques) connaissent un véritable krach (45% pour la bourse de Paris, 25% pour celle de New-York).

- Les profits des entreprises s'effondrent (ils ont été divisés par plus de 2 aux USA entre le troisième trimestre 2000 et la fin du printemps 2001) ; ce qui signifie clairement que, contrairement à ce que nous claironnent les trotskistes de LO, la crise du capitalisme n'a pas pour cause des profits trop élevés.

- Les licenciements explosent. Aux USA, entre le premier janvier et la fin août 2001, il y a un million de personnes de plus qui sont sans emplois. Des entreprises géantes comme les américaines Motorola et Lucent, la canadienne Nortel, la française Alcatel, la suédoise Ericsson ont supprimé plusieurs dizaines de milliers d'emplois chacune. Déjà au mois d'août, les licenciements étaient de l'ordre de 15 000 par semaine aux USA. Même si c'est dans ce pays qu'a commencé l'aggravation brusque de la crise économique que nous connaissons aujourd'hui, la bourgeoisie française a pris le même chemin. Depuis le début de l'année, il y a eu en France à peu près 15 000 licenciements (d'après *Le Figaro* des 1 et 2/09/01) - sans compter les emplois dits menacés des entreprises en difficulté. Ce chiffre montre le degré d'escroquerie de la politique de Gayssot, ministre PC des transports, quand il dit que la faillite d'AOM-Air Liberté ne doit laisser aucun employé au chômage.

La violence des licenciements s'est encore aggravée depuis les attentats de New-York et Washington puisque l'industrie aérienne et aéronautique a licencié aux USA 100 000 personnes en moins de 15 jours, chiffre auquel il faut ajouter les 7 000 licenciements effectués par British Airways. Aux USA, les entreprises ont procédé à 57 700 licenciements entre le 17 et le 21 septembre.

## La récession n'est pas le résultat des attentats...

Tous ces chiffres montrent que, contrairement à ce que l'on essaie de nous suggérer, la situation ne s'est pas brusquement aggravée depuis les attentats aux USA, mais qu'elle ne cesse de s'aggraver depuis plus d'un an. Si les attentats ont provoqué une chute de l'activité de certains secteurs comme les compagnies aériennes, ils n'ont pas eu de conséquence sur les autres branches de l'économie. C'est donc nous prendre pour des imbéciles que de dire que la croissance dépend de la confiance des consommateurs, car il n'est pas nécessaire d'être économiste pour comprendre que l'ouvrier dépensera moins si son salaire baisse et encore moins s'il est licencié, et que "la confiance" n'a rien à faire en la matière.

En fait, les attentats de New-York ont été une bon prétexte pour les entreprises

qui avaient déjà prévu de licencier ; un expert nous le dit d'ailleurs sans détours : les attentats sont "un catalyseur des plans de restructuration" (*Le Monde* du 21/09/01). Mais s'abriter derrière les attentats pour licencier vise surtout à masquer le fait que "la récession" ne fait que révéler un peu plus que le capitalisme est en crise et qu'il entraîne une partie toujours plus grande de l'humanité dans la pauvreté absolue ; la bourgeoisie utilise d'ailleurs chaque fois le même procédé pour cacher la crise du capitalisme : en 1974, d'après les médias, la crise était due à l'augmentation du prix du pétrole, explication que l'on nous a resservie en 1980. Quant à la très forte dégradation économique des années 1990-1993, elle nous a été présentée comme la conséquence de la Guerre du Golfe.

## ... mais de la faillite du capitalisme

La "récession" actuelle nous montre d'abord que la prétendue "nouvelle économie" et l'avenir radieux qu'elle était censée nous réserver a été un bluff que les événements sont venus balayer à une vitesse foudroyante. Et cette "récession" comme les précédentes est une accélération de la crise dans laquelle le capitalisme est entré depuis plus de trente ans, c'est-à-dire depuis la fin des années 1960. Depuis le début de cette période, de plus en plus d'ouvriers ont été mis au chômage, le nombre de ceux qui sont dans le dénuement le plus total n'a jamais cessé de s'élever, même dans les pays développés, et les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière n'ont jamais cessé de se dégrader.

Cette crise est une crise de surproduction : le capitalisme produit toujours plus de marchandises qu'il n'est capable d'en écouler. Le capitalisme n'a pas plus les moyens de résoudre la crise actuelle que celle des années 1930. La seule différence est que la bourgeoisie a tiré des leçons sur la manière de gérer la crise. Alors qu'après 1929, le libéralisme, en partie encore en vigueur, n'a pas pu éviter un véritable blocage des grands pays développés, l'Etat qui a pris en mains l'économie depuis cette période a développé toute une gamme de moyens lui permettant, non de résoudre la crise, mais de ralentir son rythme.

Tous ces moyens ont pour base l'endettement, ce dernier ayant pour but de permettre de créer artificiellement une demande qui, sans cela, n'existerait pas. Mais l'argent qui provient de l'endettement n'est pas une richesse réelle, il n'est pas un remède réel à la maladie du capitalisme. Au contraire, plus se développe l'endettement, plus il révèle que le remède ne fait qu'aggraver la maladie.

C'est sur l'endettement qu'a été construit le mythe de "la nouvelle économie", car cette dernière (outre le fait qu'elle n'est qu'une mystification visant à nous faire croire que le capitalisme dépasserait la crise) n'a consisté qu'en la production et l'achat par des entreprises d'une quantité considérable d'instruments informatiques et de télécommunications, qui constituent aujourd'hui pour leur plus grande partie des stocks inutilisés, et qui mettront plusieurs années à être résorbés, traduisant une surproduction catastrophique de ce secteur.

Cet endettement provoque l'effondrement d'un nombre de plus en plus grand de pays de la périphérie car ils sont incapables de rembourser ne serait-ce que les intérêts de leurs dettes. En 1997-1998, ce fut le cas de la Thaïlande, de la Corée du Sud, du Brésil et de la Russie. Aujourd'hui, c'est au tour de la Turquie et de l'Argentine ; et contrairement aux

mensonges répandus par les experts pour qui il y a toujours une solution nationale à la crise, les pays qui se sont effondrés ne se relèvent jamais tout à fait ; pour ne citer qu'un exemple, en Corée du Sud, l'entreprise Daewoo, qui est un des piliers de l'économie de ce pays, ferme, en ce moment, deux usines sur trois.

## C'est la classe ouvrière qui paie la dette

Qui dit dette dit aussi remboursement. Et ce ne peut être que la classe qui produit l'essentiel des richesses dans le capitalisme, c'est-à-dire la classe ouvrière, qui réalise ce remboursement par son travail. Si la crise de l'économie capitaliste pousse la bourgeoisie à attaquer la classe ouvrière en vue de rétablir ses profits, la nécessité de rembourser la dette accroît l'ampleur de cette attaque. C'est pour cela que, depuis le début de la crise actuelle, même dans les périodes d'apparente rémission de la crise comme les années 1999-2000, la bourgeoisie n'a jamais cessé de porter des coups aux conditions de vie et de travail des ouvriers, que ce soit par la baisse des salaires, la diminution des revenus sociaux, la flexibilité de l'emploi (suppression progressive des contrats de travail à durée indéterminée), la flexibilité du temps de travail et les 35 heures ; cet accroissement de l'exploitation aggravant en contre-partie les licenciements.

Mais même cette atteinte permanente aux conditions de vie et de travail des ouvriers ne suffit pas à gommer les effets pervers de l'endettement. A un certain moment de son développement, il provoque une vague d'inflation - comme ce fut le cas en 1999-2000, où les médias avaient allumé tous les lampions de "la nouvelle économie". La bourgeoisie, sous peine de dysfonctionnements économiques et sociaux graves tente alors de mettre un frein à

l'endettement en augmentant les taux d'intérêt. Et c'est bien ce qu'ont fait la Réserve Fédérale des Etats-Unis et la Banque Centrale Européenne entre la fin de 1999 et la première moitié de l'année 2000.

Ce sont tous ces ingrédients (les stocks invraisemblables de matériel informatique, la nécessité de freiner l'inflation), dont la cause directe est l'endettement, qui sont à la base de la brusque aggravation de la crise qui nous atteint aujourd'hui et dont les conséquences ne peuvent être pour la classe ouvrière que des attaques encore plus dures des conditions de travail et le licenciement de millions d'ouvriers.

## La crise économique au Japon

Toutes ces tendances de la crise du capitalisme sont certainement les plus visibles dans la situation catastrophique que connaît le Japon depuis le début des années 1990. Depuis plus de dix ans, l'évolution annuelle de la production nationale du Japon a été le plus souvent inférieure à 2% - et a même été plusieurs fois négatives ; l'ensemble des banques du pays ont dans leurs livres de comptes une telle quantité de mauvaises créances qu'elles sont menacées de faillite ; le principal indice de la Bourse des valeurs de Tokyo (le Nikkei) est passé de 35 000 points à la fin des années 1980 à moins de 10 000 points aujourd'hui - et cette chute augmente toujours plus le nombre des entreprises qui ne peuvent pas rembourser leurs dettes ; le chômage qui était de 2% au début des années 1990 a atteint 5% cette année.

Les raisons pour lesquelles le Japon est dans une situation si mauvaise depuis dix ans sont de deux ordres.

Le capital japonais, pour se développer plus vite que ses concurrents, a eu recours dans les années 1970 et 1980 à un endettement tellement faramineux

## Une seule issue : la lutte de classe (SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

bles ennemis, en refusant de se ranger derrière les drapeaux de l'union sacrée, que les prolétaires du monde entier pourront trouver la force d'affirmer la véritable solidarité envers leurs frères de classe aux Etats-Unis comme dans les autres pays où ils sont victimes du déchaînement de la barbarie guerrière.

## Le développement de la lutte de classe est la seule réponse à la guerre

Cette solidarité de classe, ce n'est pas la solidarité "humanitaire" organisée sous les auspices des hommes de bonne volonté de la bourgeoisie. C'est celle qui consiste à mener le combat contre le capitalisme, seul responsable des massacres et de la barbarie. Ce système qui sème la mort, c'est aussi celui qui est responsable de l'aggravation de l'exploitation, de la misère, du chômage. C'est justement pour cela que les prolétaires du monde entier ne peuvent développer leurs solidarités avec leurs frères de classe, victimes de la barbarie guerrière qu'en menant le combat sur leur propre terrain de classe exploitée face à l'aggravation d'une crise économique sans issue qui est à l'origine de la misère et du déchaînement des conflits guerriers.

Ce n'est qu'en engageant et en développant le combat contre leurs exploitateurs et contre les attaques que le capitalisme en crise ne cessera de leur porter que les ouvriers seront capables de surmonter leur sentiment d'impuissance, qu'ils pourront identifier clairement leur véritable ennemi, le capitalisme, qu'ils

pourront retrouver et faire vivre la seule solidarité qui soit une force pour eux, la solidarité prolétarienne, sur le terrain de classe de la lutte contre l'exploitation et la misère capitalistes. C'est à cette condition seulement que les ouvriers du monde entier, et particulièrement ceux des pays capitalistes les plus développés et les plus puissants, pourront avancer sur le chemin qui conduit au renversement de ce système barbare avant que celui-ci ne détruise l'espèce humaine.

Le prolétariat est la seule force sociale qui, en s'opposant directement au capitalisme par ses combats de classe, puisse en même temps s'opposer au déchaînement de la guerre impérialiste :

- parce qu'il a des intérêts de classe diamétralement opposés à ceux de la bourgeoisie et qu'il n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes ;

- parce que son unité, sa force, sa solidarité et sa conscience de classe, il les a toujours tirés de son cri de ralliement du *Manifeste communiste* de Marx : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui s'oppose directement à l'union nationale vers lequel la bourgeoisie tente de l'entraîner. La fermeté dans cette défense de l'internationalisme prolétarien, va de pair avec la défense intransigeante de ses intérêts de classe face aux attaques de sa bourgeoisie nationale ;

- parce que le développement de son combat de classe est le seul qui puisse offrir une perspective à l'ensemble de la société. C'est bien ce qu'a montré la lutte révolutionnaire du prolétariat en Russie et en Allemagne en 1917/18, une lutte qui, en menaçant l'ordre capita-

liste, a conduit ses banques, dès le début des années 1990, dans une situation de faillite qui ne fut évitée que parce que le gouvernement japonais n'a pas cessé de les aider.

D'autre part, même si le chômage a augmenté, l'emploi est encore marqué par la tradition de l'emploi à vie, ce qui est incompatible avec la gestion du capitalisme en crise. Tous les experts "recommandent" aujourd'hui au gouvernement japonais d'adopter la même souplesse et flexibilité que celle adoptée dans les pays occidentaux depuis plus de 20 ans. Et leurs propres calculs arrivent à un résultat véritablement terrifiant : si l'emploi au Japon était rendu flexible dans la seule branche du bâtiment et des travaux publics, cela aboutirait très rapidement au passage d'un taux de chômage pour l'ensemble de la classe ouvrière japonaise de 5% à 10% ! On peut imaginer l'ampleur de la croissance du chômage lorsque toutes les branches d'une économie aussi développée que celle du Japon vont adopter une telle flexibilité !

Certainement, de telles mesures vont permettre au Japon de retrouver une certaine compétitivité sur le marché international, mais cela ne pourra en aucun cas résoudre la crise du capitalisme. Bien au contraire, ces mesures ne peuvent qu'accroître la crise car des licenciements massifs au Japon, comme aux Etats-Unis et en France ne peuvent que diminuer encore plus la demande de marchandises et donc aggraver encore plus la crise de surproduction qui mine le capitalisme. On ne peut attendre aucune amélioration venant du capitalisme lui-même, car la situation actuelle n'est qu'une illustration nouvelle de sa faillite historique qui pousse chaque jour un peu plus la plus grande partie de l'humanité dans une misère de plus en plus terrible.

JS

liste, a obligé la bourgeoisie des Etats belligérants à mettre fin à la première guerre mondiale ;

- parce qu'en tant que classe exploitée, n'ayant aucun privilège à défendre au sein de l'ancienne société, il a la capacité historique de renverser la dernière société de classes, le capitalisme, et de construire une société en dehors du règne de la concurrence et du profit, détruisant ainsi les racines de la guerre et la misère, une société qui s'identifie avec les réels besoins de l'humanité.

Dans la situation présente, comme à la veille de la première guerre mondiale, l'alternative historique à laquelle se trouve confrontée la société en ce début du 21e siècle est exactement la même que celle posée par les révolutionnaires du siècle dernier, de Rosa Luxembourg à la 3e Internationale : victoire du socialisme, de la révolution prolétarienne mondiale ou enfoncement définitif du capitalisme dans la barbarie.

Face à la gravité de la situation actuelle marquée par l'enfoncement de l'humanité dans un chaos de plus en plus sanglant, plus que jamais, les révolutionnaires doivent unir leurs forces pour faire entendre la voix internationaliste. Plus que jamais, ils doivent, par leur intervention, rappeler le prolétariat à ses responsabilités en lui permettant de faire le lien entre la crise économique et la guerre, entre l'aggravation de ses conditions d'exploitation et le déchaînement de la barbarie guerrière.

CB (29 septembre)

Prises de position de nos camarades d'*Internationalism*, section du CCI aux Etats-Unis, suite aux tragiques événements du 11 septembre

## Le capitalisme mondial entraîne l'humanité vers la barbarie

Aujourd'hui, chacun de par le monde est au courant des événements tragiques qui ont coûté des milliers de vies et causé de terribles destructions à la ville de New York, la soi-disant "capitale du monde", et au Pentagone, quartier général des forces armées américaines à Washington et symbole de la puissance du capitalisme américain. Ces milliers de morts pour rien (la plupart des ouvriers), les destructions matérielles, ce mépris total pour la vie humaine, la folie de ceux qui ont perpétré ces actes les conduisant eux-mêmes vers la mort, tout cela est l'expression de l'impasse d'un système social qui chaque jour entraîne l'humanité dans la spirale sans fin de la barbarie et s'enfoncé de plus en plus dans la décomposition. Jamais auparavant la population américaine n'avait fait l'expérience d'une catastrophe de cette importance, provoquée par des hommes, sur son propre territoire. La guerre et la destruction, c'était toujours pour les "autres", spécialement quand l'impérialisme américain était

responsable de la destruction de pays et de leurs populations.

C'est pourquoi, à la suite de ces événements, il règne parmi la classe ouvrière américaine et la population dans son ensemble, un véritable sentiment de terreur, d'impuissance et de désespoir, mêlé à un sentiment de solidarité envers les victimes directes de ces événements barbares. Cependant, l'ambiance qui domine de plus en plus la société aujourd'hui, c'est la manipulation par la classe dominante de la situation créée par cette tragédie, pour réactiver la haine et le patriotisme, pour inciter aux sentiments nationalistes les plus vils, dans le but d'unir les citoyens derrière l'Etat, et donc de faire en sorte que la population accepte la militarisation de la société et les sacrifices requis par les aventures impérialistes américaines dans le monde.

### Une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

Il ne fait aucun doute que la classe

dominante remporte un succès immédiat en tournant cette tragédie à son avantage. La xénophobie la plus écoeurante et les attitudes vengeresses et sanguinaires ont été exprimées par tous les secteurs de la population. Le sentiment d'unité nationale, l'identification de la population avec l'Etat, n'ont jamais été si importants au cours de cette génération. Il y a un grand danger d'accélération et d'escalade dans toutes ces expressions de la barbarie sociale. Dans ce contexte, la classe ouvrière - seule force sociale capable de mettre fin à la folie du capitalisme mondial - doit faire face aujourd'hui à d'énormes responsabilités. Il lui faut comprendre la situation actuelle à partir de sa propre perspective de classe.

Les révolutionnaires ont toujours condamné le terrorisme comme étranger aux méthodes de lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme. Ils ont toujours dénoncé le terrorisme - quand il n'est pas lui-même le produit de la

manipulation des hauts dirigeants de l'appareil d'Etat - comme étant au mieux un acte de désespoir de couches de la société sans avenir, qui n'ont rien de positif à offrir à la société dans son ensemble, et à la classe ouvrière en particulier. En dernière analyse, les actes terroristes ne font que renforcer l'Etat, spécialement son contrôle sur la société et son appareil répressif, ce que les actes terroristes étaient supposés attaquer en premier lieu.

Les actions terroristes ont toujours été utilisées par la classe dominante pour renforcer sa domination sur la société. D'une part, l'Etat accentue inévitablement sa répression sous prétexte de lutter contre le terrorisme, entraînant alors une militarisation de la société, caractéristique du capitalisme décadent. D'autre part, au niveau idéologique, l'Etat utilise la peur, l'angoisse et la terreur causées par l'action terroriste comme moyen de rallier la population autour de la défense de l'Etat national, en s'appuyant lourdement sur ses "mass media" dans ce but.

Ces vieilles leçons sont confirmées par les récents événements. Qui tire bénéfice de ce récent carnage, sinon l'Etat américain ?

Premièrement, nous subissons un accroissement de la militarisation de la société et de la répression comme nous ne l'avons pas vu au cours de cette génération.

Deuxièmement, en s'appuyant sur les sentiments de patriotisme et d'unité nationale réanimés par ces événements et sous la bannière de la "défense de la civilisation" contre le terrorisme, la bourgeoisie américaine se prépare à partir en guerre - en réalité non pas pour combattre le terrorisme mais pour défendre ses plus sordides intérêts impérialistes - et demande à la classe ouvrière, sans aucune honte, de faire les sacrifices nécessaires pour cette aventure.

Troisièmement, à un moment où l'approfondissement de la crise économique est accompagné par la perspective de troubles sociaux et de reprise de la lutte de classe, ce qui a causé quelque inquiétude aux dirigeants économiques, voyant là un problème posé par la "manière de gouverner" du président Bush, la classe dirigeante a trouvé dans ces attentats une excuse parfaite pour faire accepter par les ouvriers une dégradation de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, au nom de l'unité nationale. C'est le fléau du terrorisme et non pas le système capitaliste qui va être rendu responsable de l'aggravation de la récession économique et des souffrances qu'elle va apporter.

### La fuite en avant du capitalisme dans la barbarie guerrière

Dans sa course à la guerre, la classe dominante veut se poser en représentant de la civilisation contre la barbarie, comme une nation pacifique, mue par les plus beaux principes de "démocratie", de "liberté", et autres merveilles du capitalisme. En même temps, elle veut que sa population, et en particulier la classe ouvrière qui va payer de sa personne les sacrifices imposés par la guerre, voit l'"ennemi" comme étant des barbares poussés par le "mal", le "fanatisme" et la folie. La classe ouvrière n'a rien à gagner à choisir un camp contre l'autre. Le capitalisme est mal placé pour se poser en personnification de la civilisation, surtout pas après avoir, pendant un siècle, plongé l'humanité dans des massacres et des destructions en masse,

incluant deux guerres mondiales et de nombreux conflits qui ont coûté la vie à plus de cent millions de personnes, et provoqué l'accélération de la décomposition de la société ainsi que la destruction de l'environnement.

En vérité, c'est le capitalisme lui-même qui nourrit et manipule le terrorisme. Il n'y a pas de différence de nature entre, d'un côté les destructions et les morts causées par les actions terroristes des groupes et des Etats islamistes ou de l'IRA en Irlande, et d'un autre côté les destructions rayant des pays entiers de la carte, commises par les démocraties civilisées. Elles sont toutes les deux l'évidence que le capitalisme conduit le monde vers une impasse. De ce point de vue, la tragédie de New York et de Washington, touchant deux endroits situés au centre même du système capitaliste mondial, à qui jusqu'à présent avaient été épargnés les pires effets de la décomposition du capitalisme, signifie en réalité que nous nous enfonçons encore plus profondément dans la spirale de la barbarie capitaliste. A partir de maintenant, il n'y aura plus de "havre protégé", les centres mêmes du capitalisme vont faire l'expérience du chaos et de la folie qui, depuis des décennies, apportent la souffrance aux pays de la périphérie.

L'hypocrisie des démocraties "antiterroristes" assoiffées de sang, qui en ce moment se préparent à la guerre contre l'Afghanistan, pays frappé par la plus extrême pauvreté, sous le prétexte qu'il abrite Oussama Ben Laden et ses partisans, se révèle par le fait que c'est l'impérialisme américain à travers la CIA, qui a entraîné et financé Ben Laden et les Talibans pour les faire se battre à sa place contre l'impérialisme russe en Afghanistan dans les années 1970-80. Inévitablement, les vraies victimes de cette guerre contre le terrorisme ne seront pas les terroristes eux-mêmes, mais les milliers de paysans innocents et de miséreux dont les morts ne seront considérés que comme "dommages collatéraux". Ces morts, causés par l'impérialisme occidental, ne serviront qu'à justifier plus de terrorisme dans les métropoles, ce qui accélérera encore plus la chute de l'humanité dans la barbarie, sous les auspices du capitalisme mondial. **Les ouvriers du monde entier n'ont ni Etat ni pays à défendre.** Contre les cris de guerre de nos exploitateurs, contre leurs tentatives sordides de dénaturer les tendances naturelles vers la solidarité humaine en un nationalisme le plus chauvin et le plus méprisable, notre seul intérêt est de faire revivre la guerre de classe contre l'exploitation et de mettre enfin un terme à cette prétendue "civilisation capitaliste" qui entraîne l'humanité vers la barbarie et sa propre destruction.

*Internationalism*, organe du CCI aux Etats-Unis (16 septembre)

## Contre la psychose guerrière de la bourgeoisie, opposons la guerre de classe

L'administration Bush s'est avidement emparée du tollé public provoqué par l'attaque terroriste contre le World Trade Center comme une occasion de faire progresser le but à long terme de la classe dominante, renforcer l'Etat, en surmontant un problème qui l'avait tourmentée depuis maintenant trois décennies : ce qu'on appelle le syndrome du Vietnam.

Depuis les années 1960, les médias capitalistes américains se sont lamentés sur l'existence de ce "syndrome du Vietnam" supposé être un désordre psychologique de masse à cause duquel les Américains ne pouvaient être convaincus d'accepter le sacrifice d'une guerre longue et prolongée.

Ce problème a lourdement contribué au fait que la classe dominante américaine s'est trouvée dans l'obligation de compter sur des guerres par procuration pendant les trente dernières années pour faire avancer ses intérêts impérialistes autour du globe, approvisionnant et finançant différentes marionnettes dans des guerres limitées contre ses rivaux impérialistes ou leurs commissionnaires, ou dans d'autres cas, d'orchestrer des opérations militaires à court terme, soigneusement conçues pour limiter le nombre de victimes, comme en Somalie, à Haïti ou dans le Golfe persique.

Cependant, ce problème, ce prétendu syndrome du Vietnam, cette résistance à se mobiliser derrière l'Etat pour marcher au pas du massacre impérialiste, n'était pas un problème de psychologie sociale, mais bien une conséquence politique du fait que le capitalisme était confronté à une classe ouvrière non défaite.

Quel que soit le niveau de confusion ou de désorientation politiques dans lequel il s'est trouvé à certains moments donnés, le prolétariat américain, comme ses frères de classe dans le monde entier, n'était pas prêt à envoyer ses fils et ses filles se faire embrigader dans le massacre pour les intérêts impérialistes de ses exploitateurs comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'administration Bush s'est immédia-

tement emparée de l'occasion créée par le désastre du World Trade Center pour préparer la population à se rallier à son drapeau, à son Etat et à accepter l'idée d'une guerre prolongée, qui pourrait durer 36 mois comme l'a dit le secrétaire d'Etat Colin Powell. Pour le moment, cette offensive politique semble marcher.

Grâce à un barrage de propagande patriotique implacable, établissant sans cesse la comparaison entre le désastre actuel et l'attaque contre Pearl Harbor en 1941 qui avait tué moins de la moitié du total des disparus au Trade Center, la ferveur patriotique atteint des niveaux jamais vus depuis la deuxième guerre mondiale. Le drapeau national est brandi, des chants patriotiques insensés sont chantés, la véritable solidarité envers les victimes de la tragédie est dévoyée vers le chauvinisme nationaliste le plus vil : tout cela fait partie de la campagne. Les médias, y compris les tabloïds et en particulier la télévision, grâce à la diffusion répétitive constante des images des avions s'écrasant sur les immeubles et des commentaires faciles, tous contribuent au plus haut degré à cet effort.

Cependant le succès à long terme de cette offensive n'est pas scellé. La stratégie de la bourgeoisie rencontre des difficultés parce qu'il n'y a pas de pays "ennemi" à attaquer ou envahir. Pour le moment, les "héros" continuent d'être les pompiers de New-York qui ont risqué leur vie pour secourir les disparus, et non les Unités de Forces spéciales qui vont bientôt lancer un raid sur l'Afghanistan, ni les équipes qui vont lancer des cruise-missiles pour anéantir des milliers de vies que la bourgeoisie présentera comme des "dommages collatéraux".

Mais plus important encore, l'issue de l'offensive de la classe dominante ne sera pas uniquement déterminée par les conditions aux Etats-Unis, mais elle dépend également de l'expérience, de l'activité et de la force politique collective de la classe ouvrière mondiale. L'issue de cette offensive sera liée à la question de la détérioration des condi-

tions de vie, de la réduction des salaires et de l'acceptation ou non de la mort et de la destruction inextinguibles que la classe dominante cherche à infliger à la classe ouvrière au nom du sacrifice pour le bien de la nation. L'issue de cette offensive sera donc étroitement liée à la réponse du prolétariat à ces attaques. Que la classe ouvrière abandonne la défense de ses propres intérêts et acquiesce aux attaques capitalistes n'est pas déterminé à l'avance.

Le succès potentiel de la campagne capitaliste et les implications qu'elle peut avoir à long terme pour la classe ouvrière posent des questions extrêmement sérieuses pour le mouvement ouvrier et le futur même de l'humanité. La situation présente pose clairement et inéluctablement l'alternative "socialisme ou barbarie". Aujourd'hui comme jamais auparavant, les révolutionnaires et les ouvriers conscients doivent parler haut et de façon unie contre la psychose guerrière propagée par les gangsters sanglants qui exercent le pouvoir politique. Nous devons intervenir aussi largement et de façon aussi efficace que possible contre la tendance montante au nationalisme, face aux attaques racistes contre les musulmans, face aux tentatives de la bourgeoisie américaine de mobiliser la classe ouvrière derrière l'Etat. Les révolutionnaires ont la responsabilité devant leur classe, face à l'histoire et pour l'avenir, de mettre en évidence la marche générale vers le communisme. Ils ont la responsabilité de mettre en évidence que la seule façon de construire un futur où la mort et la destruction massive ne soient pas des réalités quotidiennes barbares, c'est que la classe ouvrière réaffirme sa lutte de classe, se batte pour ses intérêts de classe et défie la poursuite de la domination capitaliste qui nous mène dans la barbarie.

C'est la guerre de classe, pas la guerre impérialiste qui contient la promesse d'un futur pour l'espèce humaine.

JG

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

### GUERRE DU GOLFE

\* Hier, aujourd'hui, demain  
**LE CAPITALISME  
C'EST LA GUERRE**

\* USA, GRANDE-BRETAGNE,  
FRANCE, URSS, IRAK...  
**LA BOURGEOISIE,  
UNE CLASSE DE GANGSTERS**

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

1997.7618



# Un pas de plus dans la décomposition capitaliste

Le terrible bain de sang du 11 septembre à New-York n'est pas un coup de main inattendu du "fanatisme islamique" surgissant tel l'éclair dans un ciel d'azur. C'est au contraire un nouveau maillon, qualitativement plus grave, de la longue chaîne des guerres, des actes de destruction, du développement du militarisme et des armements, qui ravagent le monde.

## Encore un démenti cinglant au mensonge du "nouvel ordre mondial"

Il y a dix ans, le père de l'actuel président américain promettait un "nouvel ordre mondial". L'effondrement de ce que son prédécesseur, Ronald Reagan, avait appelé "l'Empire du Mal", amènerait avec lui le triomphe de la "démocratie" et du capitalisme "libéral", et cela devait permettre une société dont les facteurs de conflit disparaîtraient progressivement et dans laquelle toutes les nations respecteraient le Droit, la Loi et la Justice, avec des majuscules.

Dès que sont apparues les premières convulsions graves de l'ancien bloc soviétique, nous avons annoncé que la perspective serait tout le contraire. "Loin de signifier la paix, l'implosion des blocs issus de Yalta est porteuse, comme la décomposition du système capitaliste qui en est à l'origine, de toujours plus de tensions et de conflits. Les appétits de sous-impérialismes, jusque là déterminés surtout par la division mondiale entre deux camps principaux, que les têtes de blocs ne dominent plus aujourd'hui comme auparavant, vont se développer" ("Présentation des thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est", *Revue Internationale* n° 60). Nous n'allions pas vers un "nouvel ordre mondial", mais vers un "monde de désordre meurtrier, de chaos sanglant dans lequel le gendarme américain tentera de faire régner un minimum d'ordre par l'emploi de plus en plus massif et brutal de sa puissance militaire" ("Militarisme et décomposition", *Revue Internationale* n° 64).

La guerre du Golfe en 1991 a été le premier épisode, puis il y a eu la Yougoslavie, le Moyen-Orient, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, la Sierra Leone, le Congo, l'Algérie, l'Angola, l'Afghanistan, le Timor, la Tchétchénie, la Colombie, la Birmanie, le Cachemire... Cette succession de convulsions violentes fait partie de la dynamique qui a conduit à cet attentat terrible sur les Twin Towers : une explosion, sans précédent dans l'histoire, des appétits impérialistes de chaque Etat, petit ou grand (contenus pendant de nombreuses années par la discipline de fer des blocs mais violemment aiguisés par l'aggravation de la crise économique) a déterminé dix ans d'affrontements chaotiques, sans ordre ni concertation, sans perspective ni stratégie ; une explosion qui, si le prolétariat mondial ne réagit pas, finira par déboucher sur la destruction de l'humanité.

Pourquoi cette dynamique ? N'y aurait-il pas un point d'équilibre possible qui permettrait de canaliser les tensions en leur donnant un cadre de négociation ? Les différentes fractions de la classe dominante prêchent évidemment cette idée. Le discours officiel des gouvernants occidentaux nous dit que les grandes puissances "démocratiques" s'efforcent à établir des règles justes permettant un "nouvel ordre mondial", mais que cet effort louable est torpillé par

toutes sortes de forces obscures : les dictateurs du genre Saddam Hussein ou Milosevic, le terrorisme international qui possède de terribles armes secrètes, les Etats "voyous" (Corée du Nord, Afghanistan, Libye, etc.). Et pour atteindre avec succès ce "nouveau monde" tant de fois promis, il faudrait se mobiliser dans les croisades guerrières contre ces "nouvelles menaces", contre ces "nouvelles formes de guerre".

Pas moins inconsistantes, mais plus insidieuses, sont les explications données par les partis de gauche de la bourgeoisie. Bien sûr, elles considèrent comme nécessaire de "combattre le terrorisme" et les "nouvelles formes de guerre" et sont, de loin, les plus enthousiastes pour la mobilisation guerrière (2) mais, en même temps, elles ajoutent leur grain de sel "critique" en revendiquant de mettre un terme aux "excès" du "néolibéralisme" et de la "mondialisation" qui empêcheraient un ordre "plus juste".

Enfin, malgré leurs propositions incendiaires, les fractions qui soutiennent les Etats "voyous" et le "terrorisme international" tiennent un discours pas moins répugnant que celui de leurs opposants "civilisés" : elles justifient des actes comme l'attaque sur le World Trade Center comme un "assaut de peuples opprimés contre l'impérialisme" et se réjouissent de façon revancharde que les souffrances que subissent les masses palestiniennes et arabes soient infligées aux populations des métropoles opulentes.

Tous ces courants politiques sont l'expression, dans leurs différentes fractions, du système capitaliste qui conduit l'humanité à la barbarie. Leurs diverses allégations stupides non seulement n'expliquent rien mais visent en plus à enchaîner le prolétariat et la majorité de la population au joug du capitalisme et de l'impérialisme, en rivalisant dans l'excitation des plus bas instincts, de la haine, de la vengeance et du massacre.

## Le déchaînement de la barbarie guerrière dans la période de décomposition du capitalisme

Seule la méthode historique du marxisme, comme expression la plus avancée de la conscience de classe du prolétariat, peut donner une explication cohérente du désordre meurtrier qui régnait dans le monde et mettre en avant la seule solution possible : la destruction du capitalisme dans tous les pays.

En 1989, face à l'effondrement du stalinisme et plus globalement du bloc impérialiste organisé autour de la Russie, nous avions mis en évidence que ces événements signaient l'entrée du capitalisme dans une nouvelle phase, ultime et terminale, de sa décadence : la phase de la décomposition.

Dans le texte "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", que nous avons publié dans la *Revue Internationale* n°62, nous avons situé sa racine dans une caractéristique inédite de la période historique ouverte en 1968 : d'une part, le prolétariat a repris ses luttes de classe mais à aucun moment celles-ci n'ont réussi à dépasser un niveau simplement défensif. Cela a empêché la bourgeoisie d'imposer sa réponse, la guerre impérialiste généralisée, à la crise sans issue de son système. Et cela a plongé la société mondiale dans un borborygme : "Alors que les contradictions du capitalisme en crise ne font que s'aggraver, l'incapacité de la bourgeoisie à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et

l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne dans l'immédiat ne peuvent que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société".

Ce borborygme a marqué profondément l'évolution du capitalisme dans tous les aspects de son existence : "Dans la mesure où les contradictions et les manifestations de la décadence du capitalisme qui, successivement, marquent différents moments de cette décadence, ne disparaissent pas avec le temps mais se maintiennent, et même s'approfondissent, la phase de décomposition apparaît comme celle résultant de l'accumulation de toutes ces caractéristiques d'un système moribond, celle qui parachève et chapeaute trois-quarts de siècle d'agonie d'un mode de production condamné par l'histoire." (Ibid.)

Sur le plan de l'évolution des conflits impérialistes, la scène mondiale est dominée par une série d'éléments particulièrement graves et destructeurs :

- les Etats-Unis se maintiennent comme la seule superpuissance militaire mais leur autorité est de plus en plus contestée, non seulement par d'autres puissances (Allemagne, France, Grande-Bretagne...) mais aussi par un nombre toujours plus grand d'Etats ;

- chaque Etat suit sa propre politique et affirme avec virulence son refus de se soumettre à la discipline des puissances plus fortes. C'est l'explosion de ce que nous avons appelé le "chacun pour soi" ;
- les alliances entre Etats sont circonstancielles et perdent toute solidité et continuité ;

- les situations de conflit pourrissent irrémédiablement, compromettant toute possibilité de stabilisation ;

- la stratégie impérialiste - comme orientation politique et militaire cohérente et à long terme - est toujours moins réalisable et se trouve remplacée par une tactique immédiatiste, contradictoire, sans alliances stables, qui aggrave encore plus le chaos et les destructions ;

- en conséquence de ce qui précède, la politique de toutes les grandes puissances - et encore plus des petites - consiste plus en la déstabilisation des alliés de leurs rivales que dans la construction de leur propre réseau d'Etats fidèles ;

- les grands Etats s'impliquent dans l'utilisation "terroriste, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre Etats, au détriment des 'lois' que le capitalisme s'était données par le passé pour 'réglementer' les conflits entre fractions de la classe dominante". (Ibid.)

Tout cela a aggravé le chaos dans les conflits impérialistes car, comme nous l'affirmons dans la Résolution sur la situation internationale de notre 14<sup>e</sup> Congrès, en mai 2001 "La caractéristique des guerres dans la phase actuelle de la décomposition du capitalisme est qu'elles ne sont pas moins impérialistes que les guerres dans les précédentes phases de sa décadence, mais elles sont devenues plus étendues, plus incontrôlables et plus difficiles à arrêter même temporairement". (*Revue Internationale* n° 106)

Les Etats-Unis sont les grands perdants de cette situation. Leurs intérêts nationaux s'identifient avec le maintien d'un ordre mondial construit à leur propre avantage. Cependant l'évolution du capitalisme en décomposition démolit tous les piliers qui permettent à cet ordre de se maintenir :

- la menace du mastodonte russe n'existe plus pour pousser les bourgeoisies opulentes d'Europe et du Japon à se soumettre volontairement à la tutelle

américaine, ce qui les amène à jouer leur propre jeu qui ne peut que se heurter globalement à l'intérêt américain ;

- l'avancée de la crise économique aiguise les appétits impérialistes de tous les Etats et ne leur laisse pas d'autre issue que de se lancer dans des mouvements de conquête, dans la déstabilisation des vassaux de leurs rivaux, dans des aventures risquées qui sèment encore plus le chaos ;

- la décomposition sociale alimente dans toutes les nations, particulièrement dans les plus faibles, toutes sortes de tendances centrifuges, un fort mouvement vers le séparatisme et la dislocation. Il surgit toutes sortes de "caudillos" locaux, de bandes armées qui terrorisent la population en même temps qu'elles se dressent contre l'Etat central

Face à ce conglomérat sanglant d'influences croisées, de forces qui tirent dans tous les sens, les Etats-Unis, le "shérif mondial, se voient obligés de continuer et de répéter des coups de force, d'authentiques coups de poing sur la table, comme nous l'avons vu dans le Golfe ou au Kosovo. Ces exhibitions de leur puissance militaire époustouflante obligent leurs rivaux à baisser la tête et à s'aligner sur le grand caïd. Cependant, quand cesse l'effet d'intimidation, tous reviennent à leurs agissements antérieurs.

## Les Etats-Unis contraints de réaffirmer leur leadership mondial par la force des armes

Il est difficile de déterminer avec exactitude qui est derrière l'attaque sanglante du 11 septembre. Ce qui est certain cependant, c'est qu'immédiatement, avec des milliers de cadavres encore chauds, l'Etat américain, à l'unanimité de toutes ses fractions, a fait entendre bruyamment ses tambours de guerre. Profitant du terrible impact émotionnel que le massacre a provoqué dans la population américaine, il a entraîné celle-ci dans une violente hystérie patriotique, dans une mobilisation guerrière sans précédent.

Simultanément, les pays de l'OTAN ont tenu à se montrer fermes et, non seulement cela, mais ils ont dû avaler la couleuvre d'appuyer solennellement l'article 5 du traité qui oblige à la "solidarité" avec tout pays membre qui est attaqué. Les Etats-Unis l'ont dit clairement par la bouche d'un diplomate de haut rang : "celui qui ne rejoint pas la coalition sera considéré comme un ennemi".

Mais il y a une différence notable entre le nouveau déploiement militaire que les Etats-Unis préparent actuellement et celui qu'ils ont réalisé dans le Golfe en 1991. Lors de l'opération "Tempête du désert", il s'agissait fondamentalement d'une démonstration de force alors qu'aujourd'hui, comme l'a précisé Bush : "il ne s'agit pas d'une vengeance, ni d'une réaction symbolique mais de gagner une guerre contre les comportements barbares." C'est pour cela qu'il a affirmé lors de sa harangue télévisée : "On vous demandera de la patience parce que le conflit ne sera pas bref. On vous demandera de la ténacité parce que le conflit ne sera pas facile. On vous demandera toute votre force parce que le chemin de la victoire sera long."

Ce qui se profile pour les prochaines semaines, c'est une campagne militaire d'envergure qui va impliquer plusieurs théâtres d'opérations. Le choix de l'Afghanistan comme première cible n'est pas un hasard et n'a rien à voir avec Ben Laden. Ce pays a une importance

stratégique fondamentale. Il est situé au carrefour entre la Russie, la Chine, l'Inde et, pour ce qui le concerne, ses immenses montagnes sont comme un observatoire et une plate-forme de pression sur le Proche-Orient - Palestine et Israël, Emirats Arabes, Arabie, etc. - qui est un noeud crucial pour le contrôle de l'Europe. Les Etats-Unis, en même temps qu'ils obligent tous les Etats et particulièrement leurs anciens alliés à se rallier à leurs objectifs, cherchent des positions plus stables et solides qui leur permettent un contrôle bien plus grand de la scène mondiale.

L'aggravation de la situation impérialiste mondiale a connu une accélération considérable et particulièrement dramatique :

- D'abord parce qu'un acte de guerre (3) a touché directement et massivement les travailleurs et la population de la principale ville du monde, New York. Les travailleurs des grands centres industriels ne vont plus désormais être épargnés par le cruel fléau de la guerre ; à partir de maintenant ils sont exposés à des opérations de représailles comme celle des Twin Towers qui peuvent causer des milliers de victimes.

- Deuxièmement, parce que la réponse que les Etats-Unis préparent prend la forme d'une opération guerrière beaucoup plus prolongée et s'accompagne d'un déploiement militaire encore plus considérable que lors de la Guerre du Golfe.

- Troisièmement, parce que cela conduit inévitablement à des opérations coûteuses et difficiles d'occupation de territoires avec, par conséquent, l'emploi de troupes d'infanterie et de leur engagement dans des combats acharnés.

Le pas qualitatif dans les conflits impérialistes est plus qu'évident. Nous ne sommes pas à la veille d'une troisième guerre mondiale comme l'ont crié certaines proclamations alarmistes. Cependant, cela n'est en rien une consolation car ce que confirment dramatiquement les événements est la tendance que prend la guerre dans la période de décomposition du capitalisme.

Une tendance qui peut conduire à la destruction de l'humanité si le prolétariat ne parvient pas à renverser le capitalisme avant qu'il n'anéantisse la planète.

## Lisez notre brochure

### LA DECADENCE DU CAPITALISME



Courant communiste international  
recueil de textes / brochure n°4

# L'héritage du Deleonisme (3e partie)

## Une conception erronée de la lutte de classe

Comme nous l'avons souligné dans le 1er article (voir *Révolution Internationale* n° 309, février 2001) de cette série, Daniel De Leon a joué un rôle essentiel dans l'introduction du marxisme parmi les révolutionnaires américains et a exercé une influence considérable au début du 20e siècle, pas seulement sur les membres du Socialist Labor Party (SLP) mais aussi sur la gauche du Parti socialiste (SP) et sur le Parti communiste à ses débuts. Malheureusement, cette influence n'a pas toujours été bénéfique.

Dans la 2e partie, nous avons insisté sur son adhésion erronée aux conceptions économiques de Lassalle (voir *Révolution Internationale* n° 311, avril 2001), ce qui a rendu De Leon incapable de comprendre la relation entre les luttes immédiates et les buts historiques du combat du prolétariat.

Cet échec eut de profondes implications pour De Leon et ses partisans, pour ce qui concerne leur intervention politique dans la lutte de classe.

### Le refus du travail révolutionnaire au sein des organisations de masse de la classe ouvrière

De Leon soutenait l'idée que les grèves ne pouvaient réussir que dans les tous débuts du capitalisme. Avec cette optique, le développement du machinisme et l'existence d'une armée de réserve de chômeurs, auraient supprimé toute possibilité pour les ouvriers de conduire une grève avec succès. A la suite de l'échec de la grève des aiguilleurs de trains de Buffalo en 1892, De Leon écrivit : "Une fois de plus, il a été démontré qu'aucune grève ne pouvait réussir dans des industries ayant atteint un haut degré de concentration capitaliste" (*People*, 28 août 1892). Ce point de vue, cohérent avec le lassallisme de De Leon, était en complète opposition avec la compréhension marxiste du fonctionnement de l'économie capitaliste et de la lutte de classe. Marx a insisté sur ce point : "cet élément historique ou social qui entre dans la valeur du travail, peut augmenter ou diminuer, disparaître complètement de telle sorte que la limite physiologique subsiste seule... la valeur du travail elle-même n'est pas une grandeur fixe, qu'elle est variable même si l'on suppose que les valeurs de toutes les autres marchandises restent constantes... son degré n'est déterminé que par la lutte incessante entre le capital et le travail" (in *Salaires, prix et profit*, Editions sociales, p 69-70).

Son incapacité à se rendre compte que les ouvriers pouvaient se battre pour améliorer leur niveau de vie, augmenter leurs salaires et arracher des réformes durables durant la période ascendante du capitalisme, eut des conséquences catastrophiques sur l'intervention du De Leonisme dans la lutte de classe, conduisant directement à un rejet du travail révolutionnaire au sein des organisations de masse du prolétariat au cours de cette période. Pour De Leon, les syndicats n'avaient de sens que s'ils se faisaient les avocats de la destruction du capitalisme et ignoraient les luttes immédiates. Au début des années 1890, De Leon se faisait des illusions sur la possibilité pour les révolutionnaires socialistes de prendre le

contrôle de la Fédération américaine du travail et des "Knights of Labor", et après quelques années d'entrisme, De Leon devint totalement désenchanté par rapport à l'action des syndicats de masse. En 1894, De Leon énonça ses positions de principe sur le syndicalisme révolutionnaire et la "révolution par les urnes" dans un article sur l'échec de la grève chez Pullman : "les syndicats ouvriers qui espèrent des succès doivent reconnaître :

1) l'impossibilité d'obtenir une vie décente tant que le capitalisme existe, la certitude de conditions allant empirant, la nécessité de l'abolition du salariat et du système capitaliste, et leur remplacement par la communauté socialiste ou coopérative, par laquelle les instruments de production seront la propriété du peuple entier...

2) la nécessité de conquérir les pouvoirs publics par les bulletins de vote de la classe ouvrière".

Frustré par son échec de la prise de contrôle des syndicats, De Leon les dénonça comme inutiles et morts et demanda aux socialistes de s'en retirer et d'adopter une double politique envers eux. En 1895, le SLP créa l'Alliance socialiste du commerce et du travail (ST&LA), qu'une résolution du SLP salua comme "un pas de géant pour s'affranchir du joug de l'esclavage du salariat". En 1900, le SLP cessa formellement d'appuyer toute demande immédiate dans les luttes ouvrières, et, en 1902 dans "L'avertissement des Gracques", De Leon écrivait : "la faiblesse caractéristique du prolétariat le rend prédisposé aux lueurs... L'essence de cette révolution, le renversement de l'esclavage du salariat, ne peut plus être retardé par la force, pas plus que cette évidence qu'à part son abolition, toutes les "améliorations" apportées au capitalisme ne sont que des balivernes".

Ce rejet de la possibilité de lutter pour des demandes immédiates, d'obtenir des gains ou des réformes durables, constituait une erreur mortelle dans la période ascendante du capitalisme, dans laquelle vivait De Leon, une période où le capitalisme était encore un mode de production progressiste, encore en expansion et favorisant le développement des forces productives, et donc faisant des réformes durables une réelle possibilité.

Mais même aujourd'hui, dans la période de décadence du capitalisme, alors que le système n'est plus historiquement progressiste, mais est plutôt devenu une entrave au développement des forces productives et donc incapable de garantir des réformes, défendre un tel rejet serait une erreur empêchant de reconnaître le lien entre les luttes immédiates du prolétariat et son combat historique pour renverser le capitalisme.

Même si des réformes sont impossibles en période de décadence, le combat immédiat du prolétariat pour défendre ses intérêts contre les attaques du capitalisme lui ouvre la possibilité de transformer les luttes qui débutent comme de simples conflits économiques en une confrontation politique avec l'Etat capitaliste, ce qui porte les germes du combat révolutionnaire.

Les confusions de De Leon sur le travail révolutionnaire au sein des organisations de masse du prolétariat était en opposition avec les interventions d'Engels envers le mouvement socialiste américain, poussant à une participation dans les syndicats existants qui, "quelles que soient leurs imperfections

et leurs petites incohérences, quelles que soient leur plate-forme et leur constitution, représentent le seul lien qui rassemble les ouvriers américains, qui leur fait se rendre compte de leur force, ainsi qu'à leurs ennemis" (Marx et Engels, "Lettre aux Américains", 1848-1895, *The labor movement in the United States*). Engels demanda aussi aux socialistes de former "un noyau de gens qui comprennent le mouvement et ses buts" au sein des syndicats, et avertit que si les socialistes "restent en dehors, ils iront en s'amenuisant pour devenir une secte dogmatique et seront balayés comme des gens qui ne comprennent même pas leurs propres principes" (Lettre à Frédéric Sorge, 29 nov. 1886). Preuve que les pressentiments d'Engels étaient justes, le SLP se retira des syndicats de masse, se replia dans son groupe ST&LA qui tomba de 15 000 ouvriers à 1 500 durant les dix années de son existence, et se coupa des masses ouvrières.

Ce retrait des organes de masse du prolétariat, de la part de De Leon, déclencha une opposition considérable dans les rangs du parti, ce qui conduisit à une vague de scissions et d'expulsions, qui réduisit le parti à un petit groupe isolé, perdit la moitié de ses membres, y compris des dirigeants de longue date. En 1900, un groupe important se sépara et rejoignit Eugène Debs et d'autres pour former le Parti socialiste, qui se développa rapidement en un parti socialiste de masse durant les deux premières décennies du 20e siècle. Les scissions et les expulsions avaient atteint de telles proportions épidémiques qu'en 1902, Lucien Sanial et Hugo Vogt, dirigeants de haut niveau qui avaient appuyé De Leon pour son adhésion au SLP en 1890, lancèrent un appel pour la fin de "l'inquisition au sein du SLP" et peu de temps après, quittèrent eux-mêmes le parti.

Rudolf Katz, un membre du SLP qui quitta le parti au moment de la mort de De Leon en 1914, racontait que tellement de camarades avaient quitté l'organisation pendant une courte période "que De Leon avait fait la remarque qu'il devait se regarder dans un miroir au moins une fois par jour pour vérifier qu'il n'était pas parti avec les autres" (cité dans Reeve : *The life and times of Daniel De Leon*).

### La confusion sur le développement de la conscience de classe

Fasciné par la démocratie bourgeoise, une confusion politique importante qui sera développée dans la prochaine partie de cette série, De Leon n'a absolument pas compris comment la conscience de classe se développe au cours de la lutte de classe. Pour lui, la conscience se mesurait au moyen du thermomètre politique des élections, et se développait de façon pédagogique, pour un seul ouvrier à la fois, considéré en tant qu'électeur, et non comme un phénomène collectif parmi les travailleurs, au moment et à l'endroit où se produit la lutte de classe. Et c'est vrai que De Leon trouvait que "l'attitude des ouvriers engagés en un combat sincère est vivifiante. C'est un gage que l'esclavage ne régnera pas toujours. Seul l'esclave qui ne se dresse pas contre son maître et soumet son dos au fouet est sans espérance. Mais pour celui qui persiste dans la rébellion, malgré les échecs et la pauvreté, il y a toujours de l'espoir" (*Que signifie cette grève ?*). Mais cette vision de

la lutte de classe est erronée. Elle fait apparaître les ouvriers en lutte comme des espèces de "bons sauvages" se rebellant sans véritable perspective. Cependant, les ouvriers ne sont pas les esclaves de l'antiquité s'engageant uniquement dans une rébellion sans perspective, une noble action contre l'injustice. Dans la société esclavagiste, les esclaves ne tenaient pas dans leurs mains l'avenir du monde. Ils n'étaient pas les porteurs d'un monde sans exploitation ni oppression. De Leon pouvait bien trouver la lutte des ouvriers "vivifiante", mais il ne comprenait pas que cette lutte était la clef d'une transformation de la société. Dans le même texte, *Que signifie cette grève ?*, il a développé son point de vue en ces termes : "regardez la dernière grève des mineurs ; on a tiré sur les hommes et la grève a été perdue ; ceci est arrivé en pleine campagne électorale, et ces mineurs, qui auraient pu conquérir le gouvernement par leur bulletin, ou au moins, par un vote important contre le capitalisme, affirmer leur avancée vers la liberté, on les voit tergiverser et renvoyer au pouvoir cette classe même qui vient de les fouler aux pieds".

Quelle confusion fondamentale ! D'abord, il y a cette conception bourgeoise selon laquelle les ouvriers prendraient le contrôle de l'Etat capitaliste, une position abandonnée par Marx sur la base de l'expérience de la Commune de Paris en 1871. Puis, au lieu d'affirmer la nécessité pour les ouvriers de s'armer et de se défendre contre l'Etat et ses hommes de main, de reconnaître la nécessité de la guerre de classe, De Leon appela les ouvriers à abandonner la lutte de classe pour le terrain du parlementarisme. De Leon ne pouvait comprendre que la conscience de classe est un phénomène collectif. Elle ne peut pas être mesurée par ce qu'un individu, "citoyen" atomisé, fait dans l'isolement ; elle doit être jugée par ce que les ouvriers font ensemble de façon collective, dans leurs confrontations avec les patrons et leur Etat. Ce n'est pas sans raison que chaque bureaucrate syndical sait bien que s'il veut faire accepter un accord bradé, il organise un vote par correspondance, par lequel chaque ouvrier isolé dans sa maison mettra son bulletin dans une enveloppe, plutôt que risquer un rassemblement en masse des ouvriers, où chacun peut influencer l'autre, où tous peuvent réagir collectivement aux propositions qui leur sont faites.

Durant la période au cours de laquelle De Leon et le SLP étaient actifs

au sein des IWW, De Leon s'opposa, en les dénigrant, à ceux qui s'engageaient directement dans des actions contre les employeurs et l'Etat. Après la scission au sein des IWW, en 1908, entre les anarchistes et le SLP, le groupe séparatiste des IWW contrôlé par De Leon, organisa une grève importante, parmi les ouvriers des soieries à Paterson, New-Jersey, en 1912, grève qui donne un aperçu des conceptions de De Leon sur la lutte de classe. Cette grève dans les soieries en 1912, ne doit pas être confondue avec la fameuse lutte de 1913, conduite par les IWW, importante dans l'histoire de la classe ouvrière. Non, la grève de 1912 a été conduite à l'échec par la direction De Leoniste, qui insista sur le légalisme dans la conduite du combat. Selon un article paru dans un journal de l'époque, "le mot d'ordre est : moyens pacifiques !", signifiant par là que les ouvriers ne pouvaient utiliser que des formes de lutte pacifiques et légales sous la direction du SLP. "Sont interdites toutes formes de désordre et même les piquets de grève pacifiques. Les meneurs avertirent les grévistes que si l'un d'eux s'écartait de la légalité, le syndicat ne pourrait pas l'aider dans ses ennuis avec la police" (*Saint-Paul Daily News*, 31 mars 1912, cité par Foner, *History of the labor movement in the United States*, vol 4).

De Leon ne voyait dans ces luttes qu'une rébellion aveugle d'esclaves malheureux, mais c'est précisément par elles que la conscience de classe se développe. C'est précisément ces luttes, particulièrement dans la période de décadence du capitalisme, qui peuvent conduire rapidement à une confrontation directe avec l'Etat capitaliste, et devenir le ferment de confrontations de classe décisives. Les révolutionnaires doivent intervenir dans ces luttes pour aider à répandre les leçons des combats du passé, pour affirmer le besoin de s'organiser de façon autonome, contre les syndicats, et la nécessité du renversement violent de l'Etat capitaliste.

Les révolutionnaires ne doivent pas suivre l'exemple de De Leon qui intervenait dans les luttes en disant aux ouvriers d'abandonner le terrain de la lutte de classe pour celui de la participation aux élections capitalistes.

Dans la prochaine partie, nous aborderons la confusion totale de De Leon sur la démocratie bourgeoise.

(D'après *Internationalism* n°115, organe du CCI aux Etats-Unis)

## Marxisme et éducation (2e partie)

(SUITE DE LA PAGE 8)

Bretagne dans les années 70 et 80, tant les gouvernements travaillistes que ceux dirigés par les conservateurs ont cherché à davantage lier le système éducatif aux besoins économiques de la classe dominante. A la fin des années 70, le Labour a introduit un programme scolaire, couvrant le degré d'instruction et l'aptitude au calcul. Il fut développé par les Tories dans la loi sur l'éducation de 1988 ; il établissait un programme scolaire, avec des objectifs de connaissance pour tous les enfants, qui devaient être testés à 7, 11, 14 et 16 ans. L'éducation supérieure est aussi attaquée, avec le remplacement des subventions aux étudiants par des emprunts, qui pèsent inévitablement plus lourd sur la plupart des enfants d'ouvriers. Actuellement, les enfants vont à l'école sous la pression de prétendus "objectifs", qui n'ont rien à voir avec la réalisation de leurs potenti-

alités, et fait peser sur leurs épaules une dette qu'ils mettront parfois des années à rembourser. Beaucoup maintenant fuient l'instruction, soit en n'allant pas du tout à l'école, soit en se montrant turbulent quand ils y vont. Un récent rapport du T U C révélait qu'un demi-million d'enfants sont exploités illégalement, soumis à des horaires hors-normes pour des salaires très bas. Au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans sa putréfaction, même les réformes limitées qu'il avait concédées sans cesse menacées, bien que, contradictoirement, et en même temps, les nécessités de la concurrence et du contrôle politique font que le rythme des attaques sur le système éducatif va se poursuivre de façon étroitement contrôlée.

(D'après *World Revolution* n°244, organe du CCI en Grande-Bretagne)

# VIE DE L'ORGANISATION

## PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

**REVOLUTION INTERNATIONALE**  
Mail Boxes 153  
108, rue Damremont. 75018 Paris

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869, London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

**WORLD REVOLUTION**  
GPO Box 668, Melbourne  
Victoria 3001. AUSTRALIE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

**REVOLUCION MUNDIAL**  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

**COMMUNIST INTERNATIONALIST**  
(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

**Plate-forme et Manifeste du C.C.I.**  
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

**La décadence du capitalisme**  
(15 F + 8F/18F)

**Les syndicats contre la classe ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

**Nation ou classe** (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Organisation communiste et conscience de classe**  
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Guerre du Golfe** (15 F + 8 F/18F)

**La Gauche communiste d'Italie**  
(80 F + 21F/33F)

**La Gauche hollandaise**  
(120 F + 21 F/33F)

**L'effondrement du stalinisme**  
(20 F + 8 F/18F)

**La Révolution russe** (15 F + 8 F/18F)

**Luttes dans la fonction publique de décembre 95**

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

**Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital** (30 F + 8 F/18F)

**Comment le PCF est passé au service du capital** (20 F + 8 F/18F)

**La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme** (20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme

**MARSEILLE : le samedi 10 novembre de 15h à 18h.** Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du m° Chartreux.

**NANTES : le samedi 24 novembre à 15 h**  
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 10 novembre à 16h**  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**TOURS : le samedi 27 octobre à 15 h**  
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

**TOULOUSE : En raison des récents événements, nous n'avons plus de salle disponible. Nos contacts seront prévus par courrier de la date et du lieu de la prochaine réunion publique.**

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

**LE CCI SUR INTERNET**  
[www.internationalism.org/french](http://www.internationalism.org/french)

## ABONNEMENTS

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT COUPLÉ**  
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

**ABONNEMENT DIFFUSEUR**  
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

**ANGERS :** Contact - rue Lepneveu

**BESANCON :** Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

**BORDEAUX :** Le Roi Lire - rue S<sup>c</sup>-Catherine.

**BREST :** Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

**CLERMONT-FD :** Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

**DIEPPE :** Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

**DUNKERQUE :** Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

**GRENOBLE :** Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

**LAVAL :** Point presse Centre C<sup>st</sup> La Mayenne.

**LE HAVRE :** Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

**LILLE :** Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq. Le Furet du Nord, pl du Général-de-Gaulle, Lille.

**LYON :** La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7<sup>e</sup>). La Proue - 15, rue Childebert (2<sup>e</sup>). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1<sup>er</sup>).

**MARSEILLE :** Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1<sup>er</sup>).

**MARTIGUES :** Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

**MELUN :** La Porte Ouverte - 19, rue du G<sup>st</sup>-de-Gaulle.

**MONTAUBAN :** Maison de la Presse - rue de la République.

**MONTPELLIER :** Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

**NANTES :** Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

**NICE :** Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

**PARIS :** L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14<sup>e</sup>). La Brèche - 27, rue Taine (12<sup>e</sup>). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5<sup>e</sup>).

**SAINT-ETIENNE :** Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

**SAINT-NAZAIRE :** Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.

Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

**TOULON :** Hall de Presse - bd M<sup>st</sup>-Leclerc.

**TOULOUSE :** Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

**TOURS :** Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### GRENOBLE

**Permanence** le samedi 20 octobre de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.

**Vente de la presse** le samedi 20 octobre de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

### LILLE

**Permanence** le samedi 27 octobre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

**Vente de la presse** les dimanches 7 octobre et 4 novembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazines à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

### LYON

**Permanence** le samedi 13 octobre de 15h à 18h et le samedi 17 novembre de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**Vente de la presse** au métro Saxe-Gambetta, le 3<sup>e</sup> vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4<sup>e</sup> dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

### MARSEILLE

**Permanence** le samedi 13 octobre à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timeone-Baille.

**Vente de la presse** les samedis 13 octobre et 10 novembre de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

### NANTES

**Permanence** les samedis 13 octobre à 16h et 24 novembre à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

### PARIS

**Permanence** les samedi 6 et 27 octobre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

### TOULOUSE

**Permanence** le vendredi 5 octobre à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

**Vente de la presse** les dimanches 7, 14 et 21 octobre au marché aux Puces (place St-Sermin) de 11h à 12h30, le dimanche 14 octobre au marché aux Légumes (Jeanne d'Arc) de 11h à 12h30.

### TOURS

**Permanence** les samedi 27 octobre à 18h et 17 novembre à 16h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

## Dernières souscriptions

Lille : Permanence du 23 juin : L : 20.

Nantes : Permanence du 1<sup>er</sup> septembre : H : 350, Julie : 300.

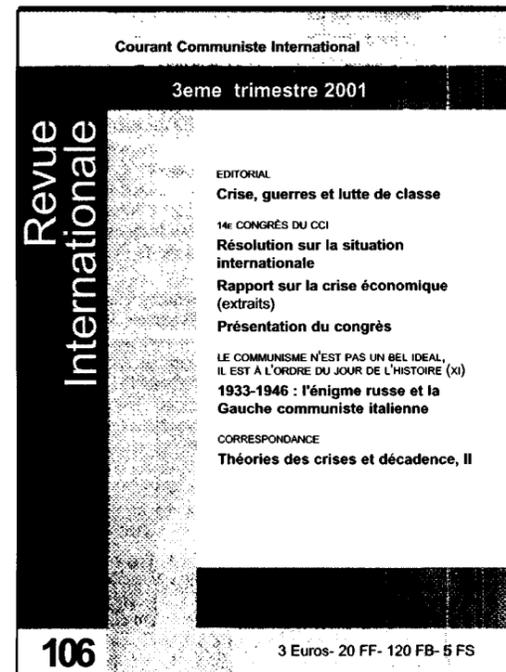
Paris : D (Rouen) : 300. Permanence du 30 juin : CI : 200. Permanence du 11 août : Georgette : 200. Réunion publique du 15 septembre : Lio : 50 ; CI : 150 ; JPI : 20 ; MM : 50 ; LB : 200 ; JPC : 100.

Toulouse : Réunion publique du 6 juillet : J : 100, Ch : 420.

Tours : Réunion publique du 22 septembre : Gildas : 200, Béatrice : 150, BC : 52. Permanence du 1<sup>er</sup> septembre : CB : 50.

Total : 2262 F.

## Lisez la Revue Internationale !



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

# Marxisme et éducation (2e partie)

**Nous publions la deuxième partie de l'article sur l'éducation paru dans RI n° 314. Bien qu'il paraisse, au premier abord, tourné vers l'éducation en Grande-Bretagne, il montre en fait que la bourgeoisie de tous les pays, qu'elle soit anglaise ou française, a les mêmes préoccupations pour l'éducation des travailleurs. Nous pouvons calquer entièrement les mesures et les dates prises en France sur celles prises en Grande-Bretagne.**

En France, c'est en 1883 que Jules Ferry créa l'instruction primaire, gratuite et obligatoire de 7 à 13 ans. La gratuité est étendue au secondaire en 1930. Et c'est en 1946 que la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans devient obligatoire.

L'extension par la bourgeoisie de l'éducation à la classe ouvrière a été très hésitante. Elle n'a été ni gratuite ni obligatoire en Grande-Bretagne jusqu'au début du 20e siècle et ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale qu'on envisagea d'étendre le niveau secondaire à tous les enfants, seulement jusqu'à quatorze ans. L'âge de fin des études monta à quinze ans après la Seconde Guerre mondiale et à seize dans les années 70. Ce n'est que dans les dernières décennies du vingtième siècle que l'enseignement supérieur s'est développé de façon significative.

Deux préoccupations de base ont marqué la politique d'éducation de la bourgeoisie envers la classe ouvrière.

**D'abord, la nécessité d'augmenter la productivité pour rester compétitifs face aux rivaux économiques.**

Dans la première moitié du 19e siècle, la Grande-Bretagne n'avait pas de rivaux importants, et les procédés de production étaient relativement simples. En conséquence, il n'y avait pas réellement besoin d'éduquer la classe ouvrière. Cependant, dans la seconde moitié du siècle, des concurrents apparurent en Allemagne et en Amérique, dont la production était basée sur les technologies les plus avancées. La Grande-Bretagne ne pouvait soutenir la concurrence qu'en adoptant les procédés de fabrication plus récents et plus complexes. Cela exigeait une force de travail plus qualifiée et plus disciplinée. "L'industrie avait besoin d'ouvriers capables de lire ses lois et ses règlements, et de plus en plus d'ouvriers qualifiés, capables de travailler à des dessins, et d'écrire au moins une simple phrase. Le commerce avait besoin d'une

armée croissante de clercs, de comptables, d'assistants de magasin, de vendeurs et de voyageurs de commerce. L'Etat avait besoin de plus d'employés de services publics, et le gouvernement local d'employés pour les tâches de plus en plus nombreuses d'administration publique." (Cole & Postgate, *Le peuple*).

**Deuxièmement, des préoccupations à propos de sa capacité à contrôler la classe ouvrière.**

Dans les décennies qui ont suivi la Révolution Française de 1789, la classe dominante britannique a adopté quelques unes des mesures les plus répressives de son histoire. Toute tentative de la part de la classe ouvrière de s'organiser était attaquée. Un ample réseau d'espions et d'agents provocateurs était mis en place. Des ouvriers étaient exécutés, déportés ou emprisonnés. Malgré tout cela, la stratégie de la bourgeoisie fut mise en échec : "Les auteurs de brochures étaient incarcérés, et éditaient des brochures depuis leur geôle. Les syndicalistes étaient écroués, mais recevaient la visite de cortèges portant des banderoles syndicales" (E.P. Thompson, *La naissance de la classe ouvrière*). Le point culminant fut le mouvement charliste, organisé comme un parti de la classe ouvrière et qui, à certains moments, menaçait le pouvoir de la classe dominante. Cependant, le mouvement a aussi marqué un tournant dans la stratégie de la classe dominante. A côté de la répression directe, elle a commencé à mettre en œuvre une tactique plus subtile destinée à pacifier et diluer la classe ouvrière. Un des résultats de cette tactique fut la relative élévation des tribunaux envers beaucoup d'activistes charlistes. Tout au long du 19e siècle, la bourgeoisie britannique a raffiné le mélange de flexibilité et de brutalité pour lequel elle est devenue célèbre. Elle a appris comment utiliser les réformes pour désarmer la classe ouvrière. Alors que l'extension du droit de vote menaçait son pouvoir de classe en 1800, en 1900, elle était à la limite devenue la pierre angulaire de ce pouvoir. Alors qu'une presse populaire avait menacé de noyer l'idéologie de la classe dominante, elle en devenait l'avocat le plus bruyant. Alors qu'elle avait menacé le pouvoir de la bourgeoisie, l'éducation en est devenue le gardien.

**L'extension de l'éducation**

Avant 1870, différentes lois avaient

été adoptées, permettant la construction d'écoles, et des subventions avaient été assurées à deux institutions volontaires, l'une sous le contrôle de l'église d'Angleterre, l'autre de sectes dissidentes. Le montant des subventions est passé de 30 000 £ en 1839 à 813 000 £ en 1861, mais se voyait réduit à 637 000 £ les quatre années suivantes, en réponse à des plaintes au gaspillage. Dans le même temps, la paie des professeurs était liée aux "résultats". La loi sur l'éducation en 1870, qui est généralement présentée comme le tournant dans la façon d'assurer l'éducation, n'en fit ni une obligation, ni un service gratuit. Elle visait seulement à compléter le travail des corps volontaires en permettant à des administrations scolaires localement élues de construire des écoles là où il n'y en avait pas. Néanmoins, le système a rapidement avancé, et en 1876, il existait des administrations scolaires dans des zones totalisant une population de 12,5 millions de personnes. La même année, la scolarité fut rendue obligatoire, bien qu'avec des exemptions. En 1891, les frais pour l'éducation "élémentaire" furent abolis, sauf dans les écoles offrant une éducation de "haut niveau".

Le contenu de cette éducation n'est pas très bien connu. Beaucoup d'autobiographies politiques de l'époque commencent à la fin des études de l'auteur. Tom Bell (leader du Socialist Labour Party, et ensuite du parti communiste) est allé à l'école à Glasgow entre 1889 et 1894. Il a quitté l'école à l'âge de onze ans et demi, se souvenant des difficultés que sa famille avait eues pour trouver l'argent tous les quinze jours pour payer l'école, et la cruauté de certains professeurs qui "poussaient les élèves à les malmenés après les heures de cours" (*Pioneering Days*). Flora Thompson, qui a été à l'école dans la région rurale de l'Oxfordshire à la fin du 19e siècle, donne plus de détails : "La lecture, l'écriture et l'arithmétique étaient les principales matières, avec une leçon d'écriture chaque matin, et une leçon de couture chaque après-midi pour les filles. La gouvernante donnait cours à toutes les classes en même temps, seulement aidée par deux moniteurs, d'ex-écoliers âgés d'environ douze ans, dont les services étaient payés un shilling par semaine. La leçon d'écriture consistait à recopier des maximes. L'histoire n'était pas formellement enseignée ; mais des manuels d'histoire étaient utilisés, qui contenaient des récits aussi pittoresques que celui du Roi Alfred et des gâteaux, du Roi Canute commandant

les vagues, (...) et de Raleigh couvrant la Reine Elisabeth de son manteau" (*Lettre de Lark Rise à Candleford*).

L'éducation pour la plupart des enfants de la classe ouvrière n'allait pas plus loin. En 1897, moins de 7 % des enfants dans les lycées provenaient de la classe ouvrière. Alors que l'âge de fin d'études était fixé à 14 ans, deux enfants d'ouvriers sur cinq quittaient quand même l'école avant cet âge. La loi sur l'éducation de 1902 a nominalement accru les possibilités de fréquenter l'enseignement secondaire, mais a dans les faits renforcé les divisions de classe de l'éducation : "Les deux systèmes d'éducation s'adressaient à différentes classes et prodiguaient une éducation différente dans sa qualité et son contenu, pour les gouvernants et les gouvernés." (A.J.P. Taylor, *Histoire anglaise de 1914 à 1945*). "Par conséquent, les Britanniques sont arrivés dans le vingtième siècle et l'ère de la science moderne et de la technologie en étant spectaculairement sous-éduqués." (E.J. Hobsbawm, *Industrie et Empire*)

**L'éducation dans la période de décadence**

Paradoxalement, c'est dans la période de déclin historique du capitalisme que le développement le plus important de l'éducation s'est fait. Cela s'explique par le fait que l'une des principales caractéristiques de la décadence est le rôle éminemment accru de l'Etat, qui doit de plus en plus contrôler tous les aspects de la nation, dans le but de soutenir la concurrence des Etats rivaux. L'éducation est devenue partie intégrante du capitalisme d'Etat, et la politique d'éducation déterminée par les besoins économiques et politiques de la classe dominante. Comme dans beaucoup de domaines, c'est la guerre qui a donné l'impulsion, trois des lois majeures du 20e siècle ayant suivi des guerres (la loi de 1902 après la guerre des Boers, celui de 1918 après la Première Guerre mondiale et la loi de 1944 vers la fin de la Seconde).

La loi de 1918 proposait un système éducatif s'étendant des écoles maternelles aux cours du soir pour adultes. L'âge de fin d'études devait être fixé à quatorze ans et exclure toute exemption, et les autorités locales se voyaient accorder le pouvoir de l'augmenter d'une année supplémentaire, ou de prévoir une scolarisation d'un jour par semaine entre quatorze et seize ans. Cependant, la plupart de ces propositions ont finalement été écartées parce que l'économie

plongeait dans la récession. Alors que les dépenses d'éducation avaient augmenté entre 1914 et 1922 de 14,7 millions de livres à 51 millions, elles ont été amputées de près de 10 millions de livres l'année suivante. La tentative d'étendre l'enseignement secondaire a échoué, avec seulement 7,5 % des élèves allant plus loin que l'école élémentaire en 1923. Alors qu'en 1938, deux enfants sur trois fréquentaient des écoles "modernes", qui offraient une éducation quelque peu étendue, seulement 14 % des enfants de la classe ouvrière passaient en fait de l'éducation élémentaire à l'éducation secondaire, ce qui assurait le maintien des distinctions entre les classes. Aux niveaux plus élevés, les chiffres dégringolaient complètement, avec seulement de 0,4 % à 0,5 % d'élèves de l'école élémentaire arrivant jusqu'à l'université.

La tentative de planifier un système d'éducation plus efficace pour les besoins du capitalisme s'est poursuivie, en particulier avec le rapport Hadow, commandité par le gouvernement travailliste en 1924, qui jeta les bases de la loi de 1944. La pensée éducative a été fortement influencée par les études pseudo-scientifiques sur l'esprit de l'enfant et la nature prétendument héréditaire de l'intelligence, qui justifiait la division existante de la société. Alors que tous les enfants devaient passer de l'école primaire à l'école secondaire, seule une minorité devait fréquenter les lycées d'élite, la majorité allant dans les écoles secondaires "modernes" ou, dans certains cas, dans des écoles techniques. Tous les enfants, cependant, devaient recevoir une instruction religieuse, rendue obligatoire pour la première fois par la loi de 1944.

L'introduction de lycées polyvalents dans les années 1960 ne fit pas beaucoup de réelle différence, puisqu'au travers de la répartition des élèves en sections de force homogène, les divisions existaient simplement à l'intérieur des écoles plutôt qu'entre elles. La période a également vu une expansion importante des universités et collèges techniques qui, pour la première fois, permettaient à un nombre significatif d'enfants de la classe ouvrière de poursuivre leur éducation. Cependant, un des principaux objectifs de cette expansion, l'augmentation du nombre d'ouvriers possédant des compétences scientifiques et techniques plus élevées, ne se réalisa que de façon limitée.

Dans la mesure où la crise économique a commencé à toucher la Grande-

(SUITE PAGE 6)

**NOS POSITIONS**

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

**NOTRE ACTIVITE**

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

**NOTRE FILIATION**

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des *trois Internationales* (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1889-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.